



RAPPORT

D'ACTIVITÉ

2025



Dans le cadre de ses missions, Addictions France mène des actions de prévention sur l'ensemble du territoire et auprès de publics variés. La photographie de couverture illustre l'une de ces interventions, réalisée au Centre Forja, un Établissement et Service de Réadaptation Professionnelle (ESRP) d'Ile de France qui accompagne les personnes déficientes visuelles dans leur insertion professionnelle. L'établissement propose des formations qualifiantes associées à un accompagnement médico-social.

ISSN : 2967-9788

Juin 2026

Rédaction Noémie Soula, Cécile Joyeux

Design graphique et mise en page
Manon Besse des Larzes

Photographies
Laurent Wangermez pour
Addictions France

Remerciements La Direction Communication animation associative & plaidoyer tient à remercier chaleureusement pour leur précieuse contribution, toutes celles et ceux qui ont participé à l'élaboration de ce rapport annuel.

Association Addictions France
20 rue Saint-Fiacre 75002
Paris 01 42 33 51 04
contact@addictions-france.org

4 Edito

6 Les faits marquants 2025

8 Les addictions en France aujourd'hui

9 L'association

10 Vie associative

Un projet associatif ambitieux et des valeurs humanistes portés collectivement

Une année stratégique 11

Des engagements complémentaires au service de l'action 12

16 Médico-social

Agir pour chaque personne face aux addictions

Accompagner globalement tous les publics : réalités sociales et enjeux d'inclusion 18

Répondre aux besoins du terrain et enjeux posés par notre système de santé 24

La réduction des risques et des dommages : un levier essentiel en addictologie 28

(Re)Créer du lien social 30

34 Prévention

Prévenir l'entrée dans les conduites à risques

Au cœur des familles 35

Soutenir les campagnes nationales de santé publique 36

Santé mentale : une cause partagée 37

Une approche ciblée en milieu festif 40

42 Formation

Notre expertise au service de tous en tant qu'acteur de référence

Former pour sécuriser en milieu professionnel 43

Des partenariats nationaux et de proximité 44

Pour une coopération Santé-Justice innovante 46

48 Recherche

Un engagement scientifique dédié à la prévention et à l'accompagnement

52 Plaidoyer

Alerter, militer, agir pour protéger les populations

Alerter sur les dérives du marketing 53

Faire respecter la loi pour protéger les jeunes 55

Pour un accompagnement humain et non stigmatisant 57

58 Dans les médias

60 Les réseaux sociaux

62 Les ressources

L'ÉDITO



Amine Benyamina,
Président



Nelly David,
Directrice générale

L'année 2025 a confirmé le rôle majeur d'Addictions France dans le champ de la prévention, de l'accompagnement, de la formation et du plaidoyer en addictologie. Forte de son expertise collective et de l'engagement de ses professionnels et experts dans tous les territoires, l'association poursuit une ambition claire : **faire reconnaître les addictions comme un enjeu central de santé publique.**

Comme le rappelle notre nouvelle stratégie #Demain2030, les addictions ne sont ni un tabou ni une fatalité. Chaque jour, Addictions France agit pour accompagner les personnes concernées, développer les compétences psychosociales et renforcer le pouvoir d'agir dans une approche inclusive et durable.

La déstigmatisation des consommateurs constitue à cet égard un fil rouge de l'action menée. Créer du lien social, proposer un accompagnement global et inconditionnel, accueillir sans jugement : ces principes guident l'ensemble des interventions d'Addictions France. Le rapport d'activité 2025 donne à voir cette philosophie de l'action, à travers des exemples concrets d'initiatives menées dans tous les territoires, et des témoignages engagés de professionnels et de personnes accompagnées. Ils illustrent la réalité des parcours et la nécessité d'adapter en permanence les réponses de proximité aux évolutions sociétales.

La prévention et la formation constituent aussi des réponses structurantes pour faire évoluer les environnements et transformer durablement les comportements. Dans un contexte marqué par des discours culpabilisateurs, Addictions France réaffirme une approche fidèle aux principes de la réduction des risques et des dommages. Fustiger les consommateurs revient à ignorer les déterminants sociaux, économiques et psychologiques des conduites addictives. Alors que les substances légales demeurent aujourd'hui les premières causes de mortalité évitable, l'alcool, les jeux d'argent et les paris sportifs continuent d'être largement valorisés. Les trafics prospèrent, quant à eux, dans des contextes de vulnérabilités sociales et d'insuffisante protection collective.

Face à ces constats, l'action doit porter sur les causes structurelles et sur la création d'environnements protecteurs. Le plaidoyer constitue ainsi un levier essentiel de transformation. Dans les débats actuels sur les écrans et les réseaux sociaux, l'expérience acquise face aux lobbies économiques rappelle qu'une politique efficace ne peut reposer sur la seule responsabilité individuelle, et que l'autorégulation des acteurs économiques ne fonctionne pas. Les plateformes doivent être régulées et contrôlées, et la promotion des produits addictifs ne peut plus être tolérée. La lutte contre les stratégies d'influence des industries de l'alcool et des jeux d'argent demeure à cet égard central.

La capacité d'Addictions France à porter de nouveaux sujets à l'agenda public constitue également une force reconnue. Après la campagne « Carton rouge » sur le marketing agressif des paris sportifs, l'année 2026, marquée par les Jeux olympiques d'hiver et la Coupe du monde de football, est l'occasion de poursuivre l'objectif d'un encadrement renforcé des paris sportifs, sur le modèle de la loi Évin. Les travaux menés sur l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs ont par ailleurs contribué à faire du respect des interdits protecteurs une priorité partagée par de nombreux acteurs institutionnels.

Dans l'espace médiatique, Addictions France s'impose comme un interlocuteur de référence dès lors que la question des addictions est abordée. Qu'il s'agisse d'alcool, de tabac, de drogues illicites, de jeux d'argent, d'écrans ou de nouvelles pratiques émergentes, l'association est reconnue pour son expertise scientifique, indépendante et légitime. Cette reconnaissance renforce sa capacité à faire entendre un discours scientifique, à décrypter les enjeux et à porter un regard global et non stigmatisant sur l'ensemble des conduites addictives.

Addictions France confirme plus que jamais son rôle moteur dans la construction d'une société plus protectrice, inclusive et solidaire face aux addictions.



FAITS MARQUANTS 2025

Janvier



- Le **Défi de Janvier** porté par un collectif d'associations dont Addictions France se dote d'une identité visuelle.
- Lancement du podcast « *En substance* » créé et animé par des professionnels et des personnes accompagnées par Addictions France au centre de Paris 14^{ème}.

Mars

- Renouvellement d'Addictions France au Conseil National de la Sécurité Routière.
- Audition au Sénat sur la question des opioïdes.

Février

- Inauguration des nouveaux locaux d'Addictions France à Bar-le-Duc.
- Conférence de presse à l'Assemblée nationale sur la proposition de loi visant à protéger les jeunes des publicités en faveur de l'alcool.



Avril

- Inauguration des Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) de Saint-Quentin.
- Addictions France devient **signaleur de confiance** auprès de l'Arcom.



Mai

- Audition par la Commission d'enquête parlementaire sur les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs.

Novembre

- Propositions aux parlementaires dans le cadre du Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) 2026 et appel à la pérennisation des Haltes Soins Addictions (HSA).
- Participation à la 10^e édition du Mois sans Tabac.



Décembre

- Publication du rapport « *Alcool et réseaux sociaux : des influenceurs qui se jouent de la loi* »

Octobre

- Participation aux Semaines d'information en Santé Mentale partout en France.
- **Audition par la mission parlementaire** sur les enjeux émergents du numérique.



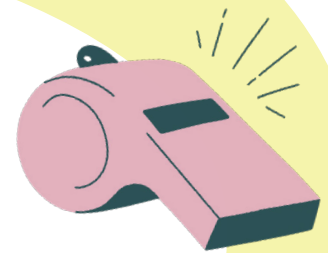
Septembre

- Publication du rapport « *Carton rouge : le marketing agressif des paris sportifs* »



Juillet

- Publication du rapport « *L'alcool en accès libre pour les ados : quels leviers pour agir ?* »
- Audition à l'Assemblée nationale par la mission sur les moyens alloués à la politique du sport



Juin

- Publication du manifeste « *Drogues et addictions : quelle politique ? De la morale à l'efficacité* » à l'occasion de la journée **Support Don't Punish**.
- Élection du Pr. Amine Benyamina à la présidence d'Addictions France.



LES ADDICTIONS EN FRANCE, AUJOURD'HUI

ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE MAJEUR

Les addictions avec ou sans substances touchent toute la population, directement ou indirectement. Encore souvent taboues ou banalisées, elles entraînent pourtant de lourdes conséquences sociales, économiques et sanitaires. À l'origine d'une mortalité évitable importante en France, elles provoquent des ruptures familiales, professionnelles et communautaires, tout en renforçant les inégalités, en particulier chez les publics les plus vulnérables. Loin d'être uniquement un enjeu individuel, l'accompagnement des addictions représente un défi majeur pour la santé publique et le bien-être collectif.



ALCOOL :

UNE CONSOMMATION EN BAISSÉ, MAIS UN COÛT SOCIAL ÉLEVÉ

La consommation d'alcool a diminué de 2,3 % depuis 2014. Chez les jeunes de 17 ans, cette baisse est encore plus marquée (-3,3 %), mais les niveaux de consommation restent trop élevés : l'alcool demeure la substance psychoactive la plus consommée avant 18 ans.



TABAC :

ÉMERGENCE DE NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION

La consommation de tabac a reculé de 15,9 % depuis 2011. Cependant, d'autres modes de consommation comme le vapotage progressent chez les jeunes : 34,5 % des élèves de troisième déclarent l'avoir déjà expérimenté.



DROGUES ILLICITES :

MARCHÉ EN EXPANSION

À l'exception de l'héroïne, l'offre de drogues illicites augmente. La production mondiale croissante entraîne des substances plus concentrées et une diversification des produits. Depuis 2008, 450 nouveaux produits de synthèse (NPS) ont été identifiés, dont 17 en 2023.



JEUX D'ARGENT :

POPULARITÉ GRANDISSANTE

Le nombre de joueurs a augmenté, passant de 21 à 24 millions en une année.



CANNABIS :

LA DROGUE ILLICILE LA PLUS CONSOMMÉE

Le cannabis reste la substance illicite en tête avec 900 000 usagers quotidiens.



COCAÏNE & ECSTASY/MDMA :

DES USAGES EN HAUSSE

Environ 1,1 million de Français (âgés de 11 à 75 ans) ont consommé de la cocaïne au moins une fois en 2023, tandis que l'ecstasy/MDMA touche 750 000 utilisateurs. Ces substances connaissent une diffusion croissante, confirmant une tendance marquante des dernières années.



ÉCRANS ET RÉSEAUX SOCIAUX

UNE PRÉOCCUPATION CROISSANTE

La publication du rapport *Enfants et écrans* en avril 2024 a accéléré les prises de position politiques sur l'usage des écrans chez les jeunes. Les durées cumulées passées devant un écran atteignent en moyenne 5,8 heures par jour à 11 ans et 8,4 heures à 15 ans. En 2025-2026, la France prévoit de les interdire avant 15 ans et de durcir les contrôles, avec un débat qui s'étend aussi au niveau européen.

Source : Drogues et addictions, chiffres clés – OFDT, janvier 2025

L'ASSOCIATION

Une expertise et des approches innovantes au service de la santé publique

Forte de plus de 150 ans d'expérience dans le domaine de l'addictologie et disposant d'un maillage territorial solide, Addictions France, association reconnue d'utilité publique, accompagne les mutations de la société pour protéger la santé des populations. Ses actions couvrent le soin, la prévention, la formation et la réduction des risques et des dommages. Cette approche globale fait d'Addictions France un acteur majeur pour faire évoluer les opinions et soutenir la mise en place d'une politique cohérente sur les addictions.



Selon un Sondage *Opinionway* réalisé pour Addictions France en mars 2025 :

opinionway

47% des Français déclarent être concernés par une addiction, soit personnellement, soit via un proche.

Un Français sur trois estime être concerné personnellement par au moins une addiction.



Addictions dans l'entourage :

39% des Français déclarent avoir au moins un proche concerné par une addiction :

- **Tabac** : 20%
- **Alcool** : 14%
- **Ecrans** : 8%
- **Cannabis** : 6%
- **Médicaments** : 4%



Perception et recherche d'aide :

Moins d'un Français concerné sur deux a cherché de l'aide spécialisée pour sortir d'une addiction. 89% estiment qu'il existe un frein à la recherche d'aide. Parmi ces freins, les principaux sont :

- Peur du regard des autres et honte : **58%**
- Manque d'information sur les structures d'aide : **38%**

1ère

1ère association gestionnaire d'établissements médico-sociaux en addictologie

106

Centres d'addictologie

102 171

Personnes accompagnées dans nos établissements

En CSAPA 50% ont entre 30 et 60 ans, et 25% sont des femmes

484 280

Consultations en CSAPA

86 000

Jeunes sensibilisés en milieu scolaire

Un projet associatif ambitieux et des valeurs humanistes portées collectivement

Addictions France, association unitaire, dispose d'instances de gouvernance nationales, régionales et territoriales, composées d'adhérents et d'élus bénévoles qui ont pour mission de définir les orientations stratégiques au bénéfice des personnes accompagnées, déclinées et mises en œuvre par des équipes de professionnels.

1

Une année stratégique

En 2025, la vie associative d'Addictions France a été marquée par plusieurs évolutions importantes : l'élection d'un nouveau président, le renouvellement de sa stratégie associative et le renforcement de la dynamique entre professionnels et bénévoles, ouvrant la voie à une action renforcée et résolument tournée vers les défis à venir.

#Demain2030 : un nouveau projet stratégique pour guider l'action associative

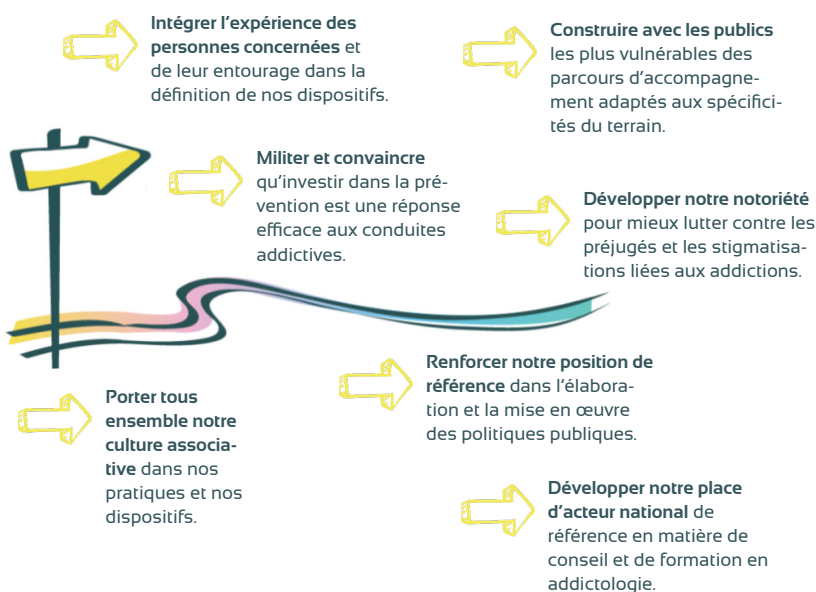
Lors de l'Assemblée Générale du 21 juin 2025, la nouvelle stratégie d'Addictions France #Demain2030 a été adoptée.

Cette stratégie, fruit d'un travail collectif associant élus associatifs, professionnels, personnes accompagnées et partenaires, affirme une ambition renouvelée : **d'ici à 5 ans, Addictions France, association de référence, contribuera à construire une société plus inclusive et durable où les addictions ne sont ni un tabou ni une fatalité.** La stratégie s'articule autour d'objectifs prioritaires et de leviers d'action concrets qui seront déclinés, au cours des prochains mois, en plans d'action national et régionaux.

NOTRE PROJET STRATÉGIQUE EN 7 OBJECTIFS



VOIR LE DÉPLIANT
DU PROJET STRATÉGIQUE



6 leviers d'action pour agir



En renforçant notre **capacité d'innovation** en nous appuyant sur nos recherches et nos expertises.



En bâtissant une **politique d'attractivité des métiers** et en développant notre marque employeur.



En développant une **organisation efficiente** et en évaluant l'impact de nos dispositifs.



En poursuivant notre **transformation numérique** avec une montée en compétences et un questionnement éthique.



En sécurisant et en **diversifiant** nos sources de financement.



En inscrivant notre transformation dans une **démarche RSE**.



ENTRETIEN AVEC

Amine Benyamina

Qu'est-ce qui vous a motivé à accepter la présidence d'Addictions France et comment envisagez-vous votre engagement dans les mois à venir ?

Ce qui m'a principalement motivé, c'est l'élan positif porté par Addictions France, une dynamique stimulante et inspirante. Le passage de relais avec Bernard Basset, que je connais bien, a été un élément déclencheur : il a pensé à moi pour assurer la continuité, tout comme le bureau de l'association. J'ai trouvé intéressant et valorisant, en tant que professeur de médecine hospitalier, de présider une structure engagée dans le plaidoyer, ouverte à toutes les formes d'addictions. Mon engagement dans les mois à venir restera actif, avec l'envie de m'impliquer concrètement dans la vie de l'association et de contribuer à son rayonnement. Mon engagement est concret, dans une logique de proximité et d'écoute.

Quel regard portez-vous sur le secteur de l'addictologie aujourd'hui ?

Je porte un regard bienveillant sur ce secteur. Il y a encore quelques années, l'addictologie était abordée principalement par produit, avec des cultures professionnelles qui parfois s'ignoraient ou se tournaient le dos. Aujourd'hui, on observe une évolution vers une approche plus globale, généraliste, transversale et consensuelle, qui favorise les synergies entre experts et professionnels de terrain. Cette transformation est le fruit d'un travail de fond autour de la mesure, de l'évaluation des politiques publiques et des pratiques de prise en charge.

Election d'un nouveau Président

Lors de cette journée du 21 juin, les membres du Conseil d'Administration ont également élu le nouveau président d'Addictions France. Amine Benyamina a ainsi succédé à Bernard Basset qui présidait l'association depuis six ans, et qui a été désigné président d'honneur aux côtés d'Alain Rigaud.

Le Pr. Amine Benyamina est psychiatre addictologue à l'hôpital universitaire Paul Brousse à Villejuif. En 2022, il a développé des recommandations sur le Chemsex, portant sur la prévention et la prise en charge. En 2025, il est chargé d'une nouvelle mission pour actualiser l'offre de soins, identifier les obstacles, comparer les pratiques internationales et proposer des améliorations. Le Pr. Amine Benyamina a aussi remis en 2024 un rapport au Gouvernement sur les écrans dans le cadre de la commission qu'il co-présidait avec la neurologue Servane Mouton.



EN SAVOIR PLUS SUR
NOTRE ORGANISATION

2

Des engagements complémentaires au service de l'action

À l'échelle nationale comme régionale, la collaboration entre élus bénévoles et professionnels est structurante et leur complémentarité essentielle : les salariés apportent expertise et continuité, tandis que les élus bénévoles enrichissent la vie associative par leur créativité et leur proximité avec les acteurs institutionnels et les partenaires locaux.

Rencontre avec les acteurs de la vie associative en Bretagne



ENTRETIEN AVEC

**Dimitri Guézel Romanov
et Eric Pasquet**

Pour mieux comprendre la dynamique et le rôle concret de chacun dans la vie associative, Dimitri Guézel Romanov, Vice-président régional en Bretagne, et Eric Pasquet, Directeur régional, témoignent de leur collaboration au quotidien.

Quand a débuté votre engagement au sein d'Addictions France ?

Dimitri Guézel Romanov : J'ai rejoint l'association en 2022, à l'occasion d'un stage au siège à Paris. J'ai été vraiment touché par les valeurs et les actions portées par l'association. À la fin du stage, une fois rentré en Bretagne, j'ai eu envie de continuer... donc je me suis engagé bénévolement et, lors des élections associatives de 2023, j'ai été élu vice-président régional.

Eric Pasquet : Mon engagement professionnel date de plus de 25 ans, mais j'ai l'impression que c'était hier. Je n'ai pas vu le temps passer au sein de notre association en constante évolution.

Comment se déroule la collaboration au sein de votre binôme ?

Dimitri Guézel Romanov : Nous sommes assez complémentaires, et nous savons bien nous appuyer sur les compétences et les qualités de l'autre. Nous échangeons régulièrement, y compris en dehors des temps institutionnels, pour porter les sujets et les enjeux de l'association auprès des acteurs locaux.

Eric Pasquet : C'est important de rappeler qu'au-delà de notre binôme, la force de notre dynamique régionale vient de notre fonctionnement en collectif, qui repose sur une mixité entre élus et salariés. Cela permet de traiter les sujets de la vie associative et de la stratégie régionale, et de parler très concrètement de la vie de nos établissements et des défis que peuvent rencontrer les salariés au quotidien.

Quelles actions avez-vous mises en place en 2025 pour animer la vie associative en Bretagne ?

Dimitri Guézel Romanov : Beaucoup de chantiers et de dynamiques ont été lancés. Nous pouvons citer le lancement de nos comités d'échange de pratiques à visée scientifique autour de thématiques ciblées. Par exemple, nous avons travaillé sur la problématique du crack dans la région. Les élus mobilisent leur réseau pour inviter des professionnels de structures partenaires à venir présenter le sujet et leur manière de l'aborder. Les salariés sont invités à échanger, débattre et s'inspirer des pratiques d'accompagnement et de suivi.

Eric Pasquet : Pour notre journée régionale 2025, organisée à Lorient sur le thème du psychotraumatisme en addictologie, certains élus sont allés à la rencontre des équipes en amont pour travailler sur des vignettes cliniques qui ont été présentées pendant la journée.

Comment abordez-vous le recrutement de nouveaux bénévoles et quelles stratégies avez-vous mises en place pour les impliquer ?

Dimitri Guézel Romanov : Nous avons une base très solide de bénévoles sur les interventions en milieu festif, à travers le collectif de l'Orange Bleue. Nous prenons aussi le temps de discuter avec les personnes accompagnées d'un potentiel engagement bénévole.

Eric Pasquet : La professionnalisation de l'association a soulevé des questions sur la place des bénévoles. Il y a encore quelques années, cela pouvait susciter des réticences. Aujourd'hui, même si tout n'est pas parfait, clarifier les missions de chacun a permis que ce soit davantage pensé... et surtout que ce soit réellement envisageable.



Christine Génin-Cossin, Présidente de la Commission Animation et Vie Associative et Stella Hedreville, chargée de mission engagement et bénévolat

Développer le bénévolat et impulser l'engagement citoyen et associatif

En appui de la gouvernance, la Commission d'Animation de la Vie Associative (CAVA) constitue un espace dédié à la construction collective et à la reconnaissance de la vie associative. Elle veille à ce que l'association reste un véritable collectif engagé, et pas uniquement une organisation technique.

Développer de nouvelles formes d'engagement

Face à l'évolution des formes d'engagement associatif, Addictions France a mis l'accent sur le développement du bénévolat de terrain au service des personnes accompagnées. Lancé en 2023 avec le soutien du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) et du Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA), le projet « Parcours d'engagement » vise à mieux répondre aux attentes des personnes souhaitant s'impliquer, tout en favorisant les ponts entre l'adhésion et le bénévolat. Sa mise en œuvre est aujourd'hui bien engagée, avec des réalisations concrètes dans les territoires.



Au niveau national, plusieurs **webinaires** ont été proposés autour de thématiques majeures : le narcotrafic, la loi Evin, le marketing des paris sportifs, les écrans.



Un cours de cuisine au sein du CSAPA d'Alençon, en Normandie, animé par un bénévole, ancien chef à la retraite. L'objectif : cuisiner ensemble, apprendre, et surtout partager un bon moment.

« Ce qui a vraiment marqué cette journée, ce sont les échanges spontanés et profonds entre les participants. Cet atelier montre à quel point la cuisine peut créer du lien, et faire du bien ! »



Nicolas Guesnard,
Président du comité territorial
de Basse-Normandie



Des randonnées mensuelles dans l'Yonne, en Bourgogne-Franche-Comté, avec les personnes accompagnées.



« Les objectifs sont multiples : passer un moment en dehors du quotidien, prendre conscience de ses capacités, développer sa confiance en soi, se positionner au sein d'un groupe, s'affirmer, oser prendre la parole, vivre le moment présent, découvrir ou redécouvrir une activité sportive. »

Yvan Lelièvre,
Président du comité territorial
de l'Yonne



La formation des bénévoles

En 2025, la formation des bénévoles s'est poursuivie avec plusieurs actions structurées. Deux sessions ont été consacrées aux outils numériques, tandis que sept sessions dédiées à « l'animation de communautés bénévoles » ont été organisées.

Ces formations ont été déployées dans plusieurs régions : Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Normandie, Bretagne et Nouvelle-Aquitaine, témoignant d'une dynamique de montée en compétences à l'échelle du territoire.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2025



65

nouveaux adhérents ont choisi de soutenir les valeurs et les positions de l'association.



60

nouveaux bénévoles ont rejoint Addictions France et 222 personnes se sont déclarées intéressées pour devenir bénévoles à leur tour.

Quand a débuté votre engagement auprès d'Addictions France ?

Dans les années 90, d'abord comme adhérente, j'ai ensuite occupé la fonction de trésorière, avant de devenir présidente du comité territorial, entamant aujourd'hui mon 4ème mandat.

Comment se déroule concrètement la collaboration au sein de votre binôme ?

Avec les bénévoles, nous participons aux temps de convivialité proposés par l'établissement et nous sommes sollicités pour intervenir aux côtés des professionnels dans des actions de prévention sur l'ensemble du territoire. J'ai également pris le relais pour animer « l'atelier laine », mis en place par l'équipe pour les personnes accompagnées.

Lancement du réseau des élus engagés

2025 a marqué le lancement officiel du réseau d'élus engagés pour la déclinaison territoriale de la stratégie de plaidoyer d'Addictions France. Deux rencontres ont été organisées en 2025 avec l'objectif de faire monter en compétences les élus associatifs sur la défense des positions de l'association et ainsi faire vivre le plaidoyer à l'échelle locale.



ENTRETIEN AVEC

Dominique Marino

Dominique Marino, Présidente du Comité territorial du Gard, forme un binôme très actif avec Marion Reynaud, Directrice d'établissement. Leur partenariat illustre la richesse du travail conjoint entre élus et professionnels, permettant un engagement pérenne des bénévoles.

Quelles seraient vos priorités pour 2026 ?

Nous souhaitons renforcer la formation des bénévoles sur les grandes notions liées aux addictions, au plaidoyer et à l'animation de stands. L'objectif est également de proposer des actions bénévoles régulières afin de maintenir la motivation, d'ancrer notre présence sur les territoires et d'attirer de nouveaux bénévoles.

« Dominique Marino a été un appui précieux pour mieux comprendre les enjeux territoriaux dans le Gard ainsi que l'histoire du CSAPA. »
explique Marion Reynaud.



Agir pour chaque personne face aux addictions

Addictions France gère plusieurs types d'établissements médico-sociaux, répartis sur tout le territoire, et adaptés aux besoins des personnes concernées par les addictions, en particulier celles en situation de précarité ou de vulnérabilité.

CSAPA

81

Les **Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie** accompagnent les personnes ayant une consommation excessive, un usage nocif ou présentant une addiction, ainsi que leur entourage, à travers une approche interdisciplinaire (médecin, psychologue, infirmier, éducateur, travailleur social...) et de réduction des risques et des dommages. **80 % comprennent des Consultations Jeunes Consommateurs (CJC)** dédiées aux jeunes et à leur famille.

CAARUD

14

Les **Centres d'Accueil et d'Accompagnement des Risques pour les Usagers de Drogues** accueillent les usagers de drogues exposés à des risques sanitaires et sociaux du fait de leurs modes de consommations ou des substances consommées : délivrance de matériel de réduction des risques, produits d'hygiène et aide alimentaire, dépistage et vaccination, soutien aux démarches d'accès aux droits.

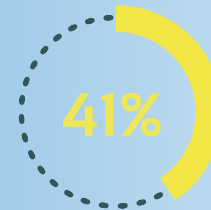
PLACES DE SOINS RESIDENTIELS

167

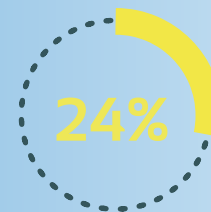
Lorsque l'absence de logement met en péril leur santé, les **6 Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT)** les **4 ACT Hors les murs**, les **2 Lits d'Accueil Médicalisés (LAM)** d'Addictions France accueillent les personnes en grande précarité ayant besoin de soins. Addictions France dispose aussi d'un CSAPA avec hébergement, d'un **Centre Thérapeutique Résidentiel (CTR)** dans l'Hérault et d'appartements thérapeutiques dans les Pyrénées-Atlantiques. Addictions France déploie aussi le dispositif « *Un chez-soi d'abord* » aux côtés d'autres acteurs partenaires.



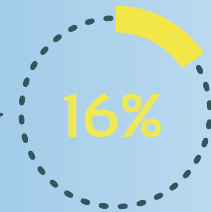
Principaux motifs de consultation dans nos centres



Alcool



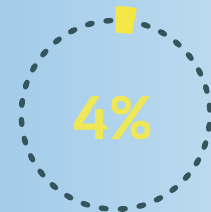
Tabac



Cannabis



Autres drogues et usages détournés



Addictions comportementales sans substance dont les jeux

1

Accompagner globalement tous les publics : réalité sociale et enjeux d'inclusion

Dans le domaine des addictions, les personnes accompagnées ont des parcours variés et des besoins spécifiques liés à leur contexte social, économique ou familial. L'accompagnement doit être individualisé pour faciliter l'accès aux soins, renforcer la confiance et répondre efficacement aux enjeux de prévention et de suivi. S'adapter aux publics, c'est reconnaître leur diversité et garantir un accompagnement pertinent et humain.

Des dispositifs et structures adaptés aux jeunes

Selon l'Inserm, l'adolescence est la période où s'initie la majorité des consommations de substances psychoactives susceptibles de conduire à une dépendance à l'âge adulte. Des données épidémiologiques montrent qu'environ 74 % des adultes pris en charge pour une addiction ont commencé à consommer avant 18 ans. Il est donc essentiel pour Addictions France de développer des dispositifs spécifiquement dédiés aux jeunes, qui tiennent compte de leurs modes de vie, de leurs espaces de socialisation et de leurs besoins d'accompagnement.

Plus de 20 ans de Consultations Jeunes Consommateurs

Créé par les pouvoirs publics en 2004, le dispositif Consultations jeunes consommateurs (CJC) fait partie des missions des CSAPA d'Addictions France. Les CJC accueillent et informent les jeunes de 12 à 25 ans ainsi que leur entourage, évaluent les consommations à risque et proposent une prise en charge brève, avec orientation vers un accompagnement adapté si nécessaire. L'objectif est d'agir dès les premières étapes de la consommation de substances psychoactives, avant qu'elle ne devienne problématique.



EN 2025 ADDICTIONS FRANCE A ACCUEILLI 7598 JEUNES CONSOMMATEURS ET LEUR ENTOURAGE

En juin 2025, la CJC de Reims a célébré ses 20 ans en présence de partenaires locaux, dont la Ville de Reims, la Mission locale de Reims, le Conseil local de Santé Mentale et son Point d'Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ). Une première journée a été consacrée à un bilan et à des temps de réflexion sur la démarche d'« aller vers » avec le dispositif CJC, l'accompagnement des compétences psychosociales en milieu scolaire, ainsi que sur les enjeux liés à la réduction des risques et des dommages et à la prévention. L'évènement s'est poursuivi par un « Village CJC » proposant de nombreux ateliers et stands pour parler prévention et addictions avec les jeunes.



Accompagner les structures dans l'implantation de CJC Avancées (CJCA)

Les **CJC Avancées** constituent une modalité de mise en œuvre des Consultations Jeunes Consommateurs proposées directement dans les lieux fréquentés par les jeunes, au plus près de leurs besoins. Dans le cadre du projet national intitulé « Déploiement de CJC Avancées : un levier pour favoriser l'accès aux soins des jeunes », financé par le Fonds de lutte contre les addictions, un ensemble d'actions a été mis en place afin de soutenir le développement des CJCA sur le territoire national.

Pour accompagner les structures souhaitant développer des CJCA, **une formation hybride** (e-learning en autonomie et classes virtuelles) a été initiée en 2025. Ces cycles de formation ont réuni une **trentaine de participants** issus de 27 structures différentes.

En complément, des webinaires trimestriels ont permis d'approfondir des thématiques liées à l'accompagnement spécifique des jeunes.

Le projet se poursuit en 2026 avec six modules de formation thématiques destinés à accompagner les structures dans la création, l'organisation et le renforcement de l'efficacité des CJCA sur leur territoire. Des accompagnements personnalisés sont également proposés aux équipes des CJCA qui le souhaitent.



EN SAVOIR PLUS



Des lieux dédiés aux jeunes

- Les **Maisons des Adolescents (MDA)** sont des lieux de ressources essentiels pour les adolescents et les familles en offrant écoute, accompagnement, conseils et orientation vers des solutions adaptées, en lien étroit avec les autres partenaires éducatifs, sociaux et sanitaires. Le concept a été lancé en 2004 à la suite de la Conférence sur la famille avec pour objectif de créer au moins une MDA dans chaque département. Addictions France gère deux Maisons des Adolescents en Centre Val de Loire.
- Les **Points d'accueil écoute jeunes (PAEJ)** sont composés d'équipes qui interviennent sur le lien social lorsqu'il est fragilisé ou menacé de rupture (décrochagescolaire, exclusion sociale, prévention de la radicalisation, mal-être, difficultés familiales, addictions, harcèlement, vie affective et sexuelle, etc.). Ces structures d'accueil et d'écoute, désinstitutionnalisées, généralistes, inconditionnelles et gratuites, permettent d'identifier et d'accompagner des adolescents et jeunes adultes (12-25 ans) confrontés à des questionnements ou à des difficultés spécifiques. Un PAEJ est porté par Addictions France dans l'Indre.

Guide repères : Parcours des personnes accompagnées en CSAPA



Au sein de ses centres, les professionnels d'Addictions France accueillent des personnes aux trajectoires variées. Les parcours pluriels et non linéaires (les personnes sont prises en charge à des moments différents de leur vie) nécessitent des réponses adaptées et interdisciplinaires. Ainsi, toute personne confrontée à une conduite addictive doit pouvoir être accueillie et accompagnée avec les mêmes droits et opportunités, quel que soit le lieu.

En 2025, un guide sur ces parcours a été élaboré à destination des professionnels de l'addictologie. Il propose des pistes de réflexion en s'appuyant en premier lieu sur le savoir expérientiel et les ressources des personnes concernées.



Avant-première du film «Des jours meilleurs» en présence du casting et des réalisateurs, le 23 janvier 2025 au Grand Rex à Paris.

Briser le tabou de l'addiction au féminin

Plusieurs études ont montré que la prise en charge des femmes en difficultés avec des addictions devait intégrer la notion de genre. Ce public est en effet davantage confronté à la honte et au jugement social, en raison des normes et des injonctions de genre. Interroger nos regards, déconstruire les stéréotypes et reconnaître les spécificités des parcours féminins en addictologie sont des étapes essentielles pour favoriser une parole plus libre et un accès aux soins plus précoce.

Quand le cinéma ouvre le dialogue :

Le 23 janvier 2025, Addictions France a organisé une projection en avant-première du film *Des jours meilleurs* au Grand Rex en présence de professionnels et bénévoles qui ont pu échanger avec les acteurs et réalisateurs du film.

A la suite de cette avant-première, une trentaine de ciné-débats ont été organisés sur l'ensemble du territoire. Le film a constitué un support d'échange et de sensibilisation sur les spécificités des parcours féminins face aux addictions. Un sujet encore trop peu visible aujourd'hui.



« Le film est un très bon reflet de ce qui se passe dans une bonne posture à l'heure actuelle. L'addictologie est une spécialité très particulière, puisqu'on travaille avec la science,

mais on travaille aussi avec l'humain, donc avec la créativité, avec l'énergie des gens. Le film se termine sur une note d'espoir : il faut savoir que les soins en addictologie fonctionnent bien en général parce que plus de la moitié de nos patients s'en sortent. »



Jacqueline Kerjean,
Vice-Présidente d'Addictions France

Conduites addictives chez les femmes : mobilisation à La Réunion



Le 6 octobre 2025, Addictions France, l'association Les Maillons de l'Espoir et le Club d'animation de prévention, avec le soutien de l'ARS de La Réunion, de la Ville de Saint-Denis et de nombreux partenaires ont lancé la 8^{ème} édition de la Semaine des addictions autour d'une thématique essentielle : « Femmes et addictions ». Le choix de consacrer cette édition aux femmes répond à une réalité locale préoccupante : à La Réunion, les addictions, principalement liées à l'alcool, restent une priorité majeure de santé publique. Si le département ne présente pas un taux de consommation quotidienne d'alcool plus élevée que les autres régions françaises, il est même sensiblement inférieur à la moyenne nationale de 8%, les pratiques d'alcoolisation s'y caractérisent par des consommations plus massives, avec des effets sanitaires et sociaux plus graves. L'ARS de La Réunion, via une récente étude, le nomme le paradoxe réunionnais, et l'explique en partie par une consommation massive concentrée sur une minorité de personnes.

« Les femmes addictives vivent une double peine, celle de la maladie et celle du regard social. La peur du jugement, la crainte de perdre la garde de leurs enfants, les violences subies et troubles associés (dépression, anxiété, troubles alimentaires) rendent leur parcours de soin particulièrement complexe »



Odile Lecocq,
Directrice Régionale d'Addictions France
en Océan Indien

L'équipe mobile **Fil D'ARIAAN (Agir contre les Risques Inhérents à l'Alcoolisation AntéNatale)** est un dispositif du CSAPA d'Addictions France à la Réunion qui propose un accompagnement bienveillant et confidentiel aux femmes concernées par la consommation d'alcool avant et pendant la grossesse. Il s'adresse aux femmes souhaitant avoir un enfant ou déjà enceintes, qui souhaitent échanger, s'informer ou bénéficier d'un suivi personnalisé. Des temps d'écoute et d'échange sont possibles dans les locaux, ou dans un cadre plus informel (café, domicile...), avec la possibilité de rencontrer différents professionnels (médecin, psychologue, infirmier, éducateur spécialisé).

Addictions et périnatalité : protéger la mère et l'enfant

La grossesse constitue une période de vulnérabilité particulière pour les femmes, durant laquelle les questions de santé et d'accompagnement prennent une importance accrue. Lorsque des problématiques d'addictions sont présentes, les enjeux sont à la fois sanitaires, sociaux et développementaux pour l'enfant à naître. Dans ce contexte, les femmes enceintes représentent un public prioritaire pour Addictions France, qui met en place des modalités spécifiques de repérage précoce, d'écoute et de prise en charge. L'objectif est d'offrir un suivi adapté, en lien avec les professionnels de la périnatalité, afin de soutenir les futures mères et de prévenir les risques pour le bébé.



Prévention du Syndrome d'alcoolisation fœtale (SAF).

Le SAF est un trouble grave causé par l'exposition du fœtus à l'alcool pendant la grossesse. L'alcool passe directement dans le sang du bébé et perturbe le développement du cerveau et des organes. En France, plusieurs milliers d'enfants naissent chaque année avec un trouble du spectre de l'alcoolisation fœtale, et le SAF complet concerne environ une naissance sur mille. Il s'agit de la première cause non génétique de handicap mental évitable.

La campagne « **9 mois de bons moments sans alcool** », portée par Addictions France en Hauts-de-France vise à informer et accompagner les femmes tout au long de leur grossesse à travers différents outils (affiche, livret pour les professionnels, newsletter, posts sur les réseaux sociaux associés). Cette démarche permet de proposer aux professionnels du secteur mais aussi aux futurs parents des conseils pratiques, des ressources et des témoignages pour mieux comprendre les risques et adopter des comportements favorables à leur santé et à celle de leur enfant. À Clermont-de-l'Oise,



l'ensemble des sage-femmes du Centre périnatal de proximité a reçu une formation « Périnatalité et addictions » dispensée par Addictions France.



Arnaud Brisemontier, Directeur d'établissement en Centre-Val de Loire et Elodie Lheron, référente VIF, avec la Ministre Aurore Bergé lors d'une rencontre organisée par la Préfecture du Cher en novembre 2025.

Addictions et violences intrafamiliales (VIF)

Déclencheur ou conséquence, les addictions entretiennent des liens étroits avec les violences intrafamiliales et conjugales. **L'alcool est ainsi un facteur aggravant, impliqué dans environ 1 cas sur 3.**

En Centre Val de Loire notamment, Addictions France déploie le dispositif VIF dans le Cher. Il constitue une plus-value déterminante dans l'accompagnement des personnes vulnérables en articulant la compréhension des conduites addictives avec les enjeux liés aux traumatismes et aux violences intrafamiliales. Le dispositif VIF favorise aussi un travail en réseau pour protéger et accompagner les femmes victimes de violences, repérer rapidement les situations à risque, orienter vers les bons services (juridique, psychologique, social), assurer leur sécurité grâce à des dispositifs concrets comme les alarmes ou la Maison des femmes, et prévenir la récurrence en travaillant avec les auteurs.

65 personnes ont été rencontrées au cours de l'année 2025 : 32 enfants, 23 mères, 2 pères ont bénéficié d'un accompagnement via ce dispositif VIF, ainsi que 8 personnes hors dispositif.

Le soin résidentiel : des leviers pour lutter contre la précarité

Le soin résidentiel consiste à offrir un suivi médical, psychologique et social directement dans un lieu d'hébergement. La personne reçoit un accompagnement continu et structuré, ce qui facilite la prise en charge des addictions ou des pathologies complexes, surtout pour celles en situation de précarité.

Un chez-soi d'abord : assurer un logement digne

Dans plusieurs régions, Addictions France s'associe à des acteurs des champs de l'hébergement, de la lutte contre l'exclusion et du soin pour déployer le dispositif « Un chez soi d'abord ». Celui-ci vise à proposer à des personnes sans abri et souffrant de troubles psychiques sévères et d'addictions un accès rapide à un logement, sans condition de traitement ou d'abstinence.



Dans le cadre du dispositif « Un chez soi d'abord », Addictions France est impliquée dans 12 des 41 Groupements de Coopération Sociale et Médico-Sociale en France, soit près d'un tiers.



Au niveau national, le dispositif a accompagné 2 744 personnes dont 233 jeunes de moins de 25 ans.

Les 2 ans des LAM d'Amiens :



ENTRETIEN AVEC

Catherine Ricard

En novembre 2025, Addictions France a célébré les deux ans d'ouverture de ses premiers Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) à Amiens. Depuis, des LAM ont ouvert à Saint Quentin, inaugurés en

avril 2025. Ce projet se distingue par son approche alliant à la fois hébergement, soins médicaux et accompagnement social. Pour dresser le bilan des deux premières années de cette structure unique, Catherine Ricard, cadre de santé, revient sur ses spécificités et son fonctionnement.

Quelles sont les spécificités de ce dispositif ?

Le LAM accueille des personnes majeures sans domicile fixe, quelle que soit leur situation administrative, atteintes de pathologies lourdes et chroniques, irréversibles, séquellaires ou handicapantes, de pronostic plus ou moins sombre, pouvant engendrer une perte d'autonomie et ne pouvant être prises en charge dans d'autres structures.

Quel souvenir gardez-vous de la mise en place du projet d'ouverture des premiers LAM d'Addictions France il y a deux ans ?

Ce qui a été particulièrement marquant, c'est que toute l'équipe s'est pleinement investie pour construire le projet de manière collective : de l'élaboration des protocoles et des procédures au choix du mobilier et de la vaisselle en passant par les formations sur l'agressivité ou les addictions...

Pouvez-vous citer une action ou un dispositif dont vous êtes particulièrement fière ?

Je suis fière du travail collectif réalisé depuis deux ans pour faire grandir ce projet. La formation « Humanitude » que nous avons suivie a été déterminante : elle nous a permis de repenser notre façon de communiquer avec les résidents, de mieux comprendre ce que nous pouvions leur proposer, ou non, au regard de leurs parcours de vie. Cette approche nous a aidés à adopter une posture alliant chaleur humaine et professionnalisme, essentielle pour bien accompagner le public accueilli.

Les ACT : combiner hébergement et coordination thérapeutique

Les Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) sont des structures médico-sociales où des personnes en situation de fragilité psychologique, sociale et/ou économique peuvent bénéficier d'un hébergement temporaire associé à un accompagnement dans l'ensemble de leurs démarches administratives, sociales et thérapeutiques.

Pour les personnes en situation de précarité, les ACT représentent un point d'ancrage important dans des parcours souvent fragmentés et instables. Ce dispositif est particulièrement pertinent pour les personnes ayant des addictions et des comorbidités complexes, en leur offrant un suivi cohérent et un espace de stabilisation qui facilite leur réhabilitation globale.

EN 2025 LE SOIN RÉSIDENTIEL, C'EST :



220

personnes bénéficiaires d'un accompagnement au sein des dispositifs portés par Addictions France.



6 ACT

disposant de 76 places d'hébergement et de 27 places en ACT Hors les Murs. Avec le dispositif ACT Hors les Murs, les personnes peuvent bénéficier d'un suivi à partir de leur lieu de vie (domicile, hébergement chez un tiers ou en institution, sans domicile..).

Répondre aux besoins du terrain et aux enjeux posés par notre système de santé

Addictions France promeut le développement de métiers émergents tels que les infirmiers en pratique avancée et les médiateurs de santé-pairs, tout en renforçant son offre de proximité à travers le déploiement d'équipes mobiles et des interventions en zones rurales.

Des métiers émergents au coeur de l'accompagnement

Etre infirmière en pratique avancée à Addictions France

Le statut d'Infirmier en Pratique Avancée (IPA) a été créé en 2016 avec la loi de modernisation du système de santé.

EN 2025 ADDICTIONS FRANCE COMPTE



8 IPA

IPA = Infirmier en Pratique Avancée



4 MSP

MSP = Médiateur de Santé-Pair



ENTRETIEN AVEC

Eugénie Thevenon

Eugénie Thevenon, IPA au CSA-PA de Troyes (Bourgogne-Franche Comté) a finalisé sa formation en juin 2025. Elle explique la façon dont ses nouvelles missions ont renforcé le travail en équipe pluridisciplinaire au service des personnes accompagnées.

Pourquoi avoir souhaité intégrer une formation en pratique avancée ?

La pratique avancée me permet d'élargir mon champ de compétences et de responsabilités, avec une spécialisation en santé mentale, mais aussi de gagner en autonomie pour contribuer différemment à l'accompagnement des personnes avec de nouvelles possibilités de coopération.

Comment cette évolution professionnelle contribue-t-elle à améliorer l'organisation du CSAPA ?

Les modalités de mise en œuvre peuvent différer selon les spécificités et les besoins propres à chaque territoire. Au sein du CSAPA de Troyes, une nouvelle organisation s'est structurée progressivement, avec un protocole de collaboration formalisé avec le médecin référent et la directrice de l'établissement. L'objectif est double : mieux répondre aux demandes de prise en charge et fluidifier les parcours des personnes.

Quels actes avez-vous pu réaliser une fois diplômée ?

Le protocole de collaboration vise à dégager davantage de temps médical et améliorer l'accès aux soins. Je peux renouveler des prescriptions médicales, notamment en santé mentale et en addictologie. Je suis également habilitée à réaliser des examens cliniques, prescrire des bilans biologiques, orienter vers des cures, ou encore demander des examens complémentaires.

Etre médiateur de santé-pair à Addictions France

Un médiateur de santé-pair (MSP) est une personne en capacité d'utiliser son vécu personnel de la maladie et son parcours de rétablissement, au sein d'une équipe pluridisciplinaire pour contribuer positivement et de manière professionnelle au projet de soin, de vie et d'autonomisation des personnes accompagnées. Depuis 2012, cette profession encadrée par une formation universitaire ne cesse de se développer.



ENTRETIEN AVEC

Xavier Chmielewski

Xavier CHMIELEWSKI a rejoint l'association en 2025, au sein du CSAPA d'Agen.

Quelles sont vos missions principales au quotidien ?

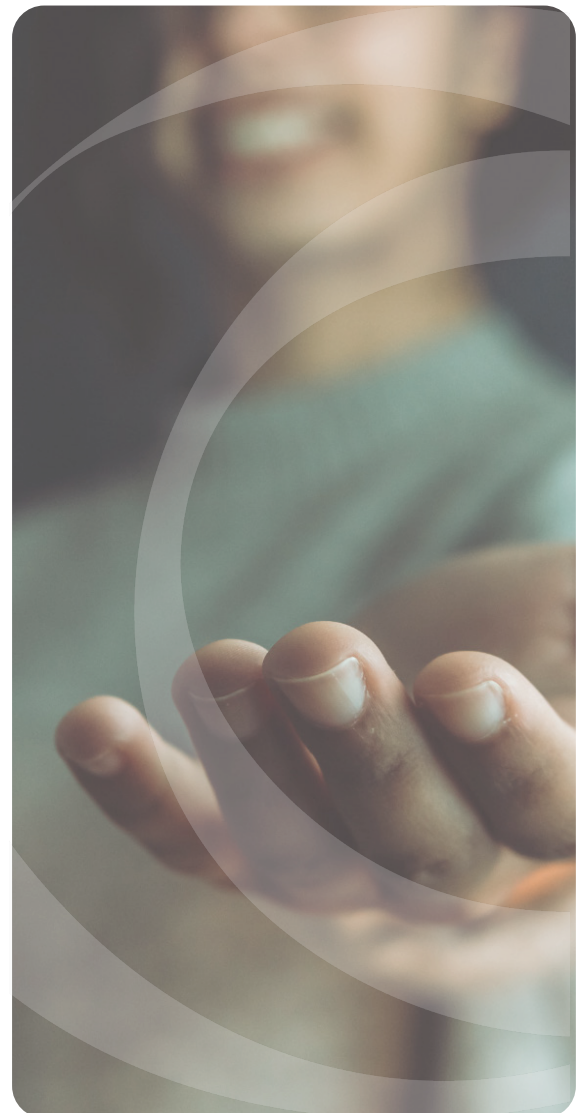
Au quotidien, j'accompagne les personnes lors d'entretiens individuels, qui permettent de créer un espace d'écoute, de soutien et d'échange autour de leur parcours, de leurs difficultés et de leurs ressources. J'anime également différents groupes de parole, dont notamment un groupe de parole dédiés aux femmes que j'ai initié afin de proposer un espace spécifique, sécurisant et adapté à certaines problématiques particulières.

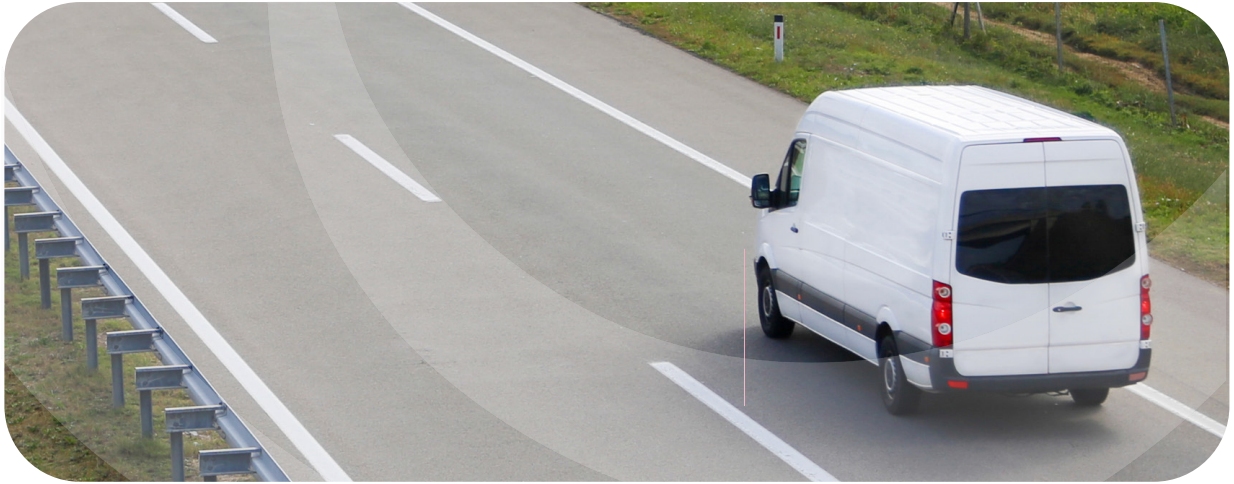
Comment intervenez-vous dans les actions de prévention et de formation ?

Dans le cadre d'événements festifs comme Garorock 2026 (Festival de musique rock qui rassemble plus de 100 000 personnes sur 4 jours), où l'objectif est d'aller à la rencontre des publics dans une démarche de réduction des risques et de sensibilisation. Par ailleurs, j'interviens ponctuellement dans des actions de formation, notamment autour de thématiques comme l'obligation de soins ou auprès de structures comme l'école des éducateurs spécialisés (ADES). Enfin, je prends part aux synthèses et temps d'échanges en équipe pluridisciplinaire, qui sont essentiels pour croiser les regards et ajuster l'accompagnement proposé.

En quoi votre approche est-elle complémentaire de celle de vos collègues ?

Mon approche est complémentaire de celle de mes collègues dans la mesure où elle s'appuie sur mon savoir expérientiel. Mon parcours personnel me permet d'apporter un regard différent, fondé sur une compréhension vécue de certaines réalités liées à l'addiction et au rétablissement. Lorsque cela peut avoir une utilité thérapeutique ou favoriser l'alliance avec la personne accompagnée, je peux mobiliser le dévoilement de certains éléments de mon expérience. Cela permet souvent de créer un lien particulier, de renforcer la confiance et de montrer qu'un chemin de rétablissement est possible. Cette posture vient ainsi compléter les approches de mes collègues en apportant une dimension d'identification, d'espoir et de pair-aidance.





Un renforcement de l'offre de proximité sur les territoires dans une logique d'aller-vers

Addictions France rapproche ses services des personnes concernées par les conduites addictives et pouvant être éloignées des soins géographiquement. Grâce à des actions d'« aller-vers », les professionnels se rendent aussi dans les lieux de vie pour repérer et favoriser un diagnostic précoce et un accompagnement global.

Les équipes mobiles au plus près des publics vulnérables

3 équipes mobiles santé précarité (EMSP) sont déployées par Addictions France à destination des personnes résidant dans des structures d'hébergement d'urgence, dans des habitats très dégradés ou dans la rue : une en Centre-Val de Loire (Indre) et deux en Grand-Est (Meuse et Marne). Les EMSP assurent des actions de prévention, de médiation et de prise en charge globale pour améliorer l'accès aux soins et aux droits, tout en favorisant l'entrée des personnes dans un parcours de soin adapté.



« L'EMSP de l'Indre a accompagné 44 personnes en 2025. 80% sont sans emploi et 30% ont plus de 60 ans ce qui confirme une population vieillissante, souvent installée durablement dans des situations de vulnérabilité. »

Mayika Defoundoux,
Chef de service CAARUD et EMSP de l'Indre

EN 2025 ADDICTIONS FRANCE C'EST :



3

Équipes mobiles santé
précarité (EMSP)



172

personnes accompagnées :
un public majoritairement isolé
et précaire



Mathilde Puech, infirmière de l'équipe mobile de l'Orne, et son binôme de «Normandie Générations» lors d'une interview pour une radio locale.

Dans l'Orne, en Normandie, une équipe mobile d'addictologie, créée en 2025, se rend dans plusieurs communes en zones rurales (Carrouges, La Ferté-Macé, Argentan, Gacé et Vimoutiers). Elle repose sur la collaboration d'Addictions France et de Générations Normandie et permet de mutualiser les deux équipes dans une approche complémentaire de réduction des risques et de soin. Ce dispositif facilite l'accès aux soins pour les usagers, notamment ceux suivis au CAARUD d'Alençon, qui n'ont plus systématiquement besoin de se déplacer puisque les professionnels viennent désormais au plus près de leur domicile.

Permanence à l'île d'Yeu pour plus de prévention et de soin

Située à 17 km de la côte vendéenne, l'île d'Yeu (Pays de la Loire) compte 5 000 habitants à l'année, mais voit sa population multipliée par 8 au plus fort de la saison estivale. La question de l'accessibilité du soin est un enjeu majeur. Depuis septembre 2023, le CSAPA de La Roche-sur-Yon a développé une consultation de proximité qui permet de lutter contre l'isolement du territoire. Cette consultation s'articule avec les acteurs locaux qui avaient besoin d'un renfort de compétences en addictologie (hôpital local, psychiatrie, professionnels de santé libéraux, CCAS...).

« Un binôme psychologue/infirmière est présent deux fois par mois au sein du centre de santé, et collabore avec des médecins généralistes et le centre hospitalier de l'île. En 2025, nous avons accompagné 30 personnes. »



Pierre Vesco,
Directeur d'établissement à la Roche sur Yon

Les microstructures médicales addictions

Présentes dans sept régions, les microstructures médicales addictions (MSMA) ont pour objectif de soutenir les médecins libéraux, par la mise à disposition par le CSAPA de psychologues et de professionnels socio-éducatifs afin de proposer une offre médico-psycho-sociale en addictologie en zone blanche. Ce dispositif permet de rompre l'isolement de certains médecins généralistes et leur relative impuissance devant des patients en difficulté avec des addictions.



« Les MSMA proposent des soins de proximité, non stigmatisants, ainsi qu'un accès et une continuité des soins pour les personnes présentant des troubles addictifs. Nous accompagnons jusqu'à 50% de femmes dans certaines MSMA alors qu'elles représentent moins de 25% du public accueilli dans les CSAPA. »

Manon Berard,
Directrice d'établissement et coordinatrice
Microstructures en Occitanie

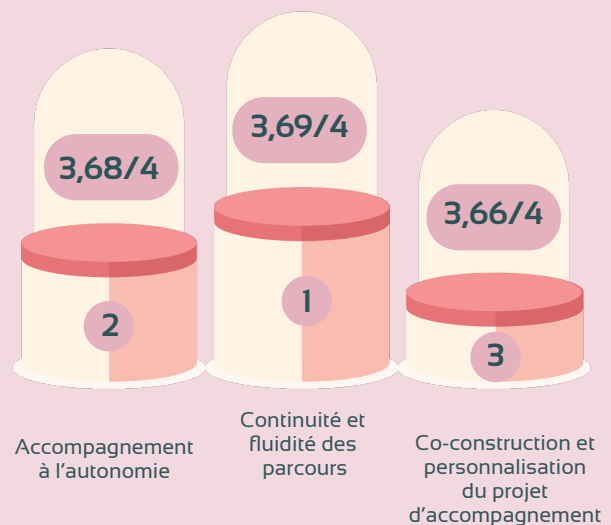
Accompagner les personnes au mieux : une dynamique qualité en amélioration continue

S'inscrire dans une démarche d'amélioration afin de garantir un accompagnement et des soins de qualité constitue une priorité pour l'association. Dans cette perspective, les équipes d'Addictions France se sont fortement mobilisées en 2025 pour répondre aux évaluations de la Haute Autorité de Santé (HAS), et ce faisant à harmoniser les pratiques professionnelles.

Depuis 2024, 88 établissements ont réalisé leur évaluation, dont 7 en 2025. Les résultats obtenus traduisent un niveau global solide, avec une moyenne générale de 3,64/4, tout en mettant en lumière une dynamique d'amélioration encore en construction.

Parmi les critères d'évaluation, les résultats obtenus aux chapitres « La personne » et « les professionnels » avec une moyenne respective de 3.73/4 et 3.66/4 confirment à la fois la place centrale accordée aux besoins, aux attentes et à la participation des personnes accompagnées ainsi que l'engagement des équipes dans cette démarche.

Les résultats par thématique mettent en évidence plusieurs points d'appui solides :



La RdRD, un levier essentiel d'accompagnement en addictologie

La démarche de Réduction des Risques et des Dommages (RdRD), inscrite dans le code de la Santé Publique, vise à prévenir les dommages sanitaires, psychologiques et sociaux, la transmission des infections et la mortalité par surdose liés à la consommation de substances psychoactives ou classées comme stupéfiants. Au sein des CSAPA et des CAARUD, la RdRD prend classiquement la forme de distribution de matériel de réduction des risques (matériel stérile, roule ta paille, sérum physiologique...), mais le champ des actions est beaucoup plus vaste.

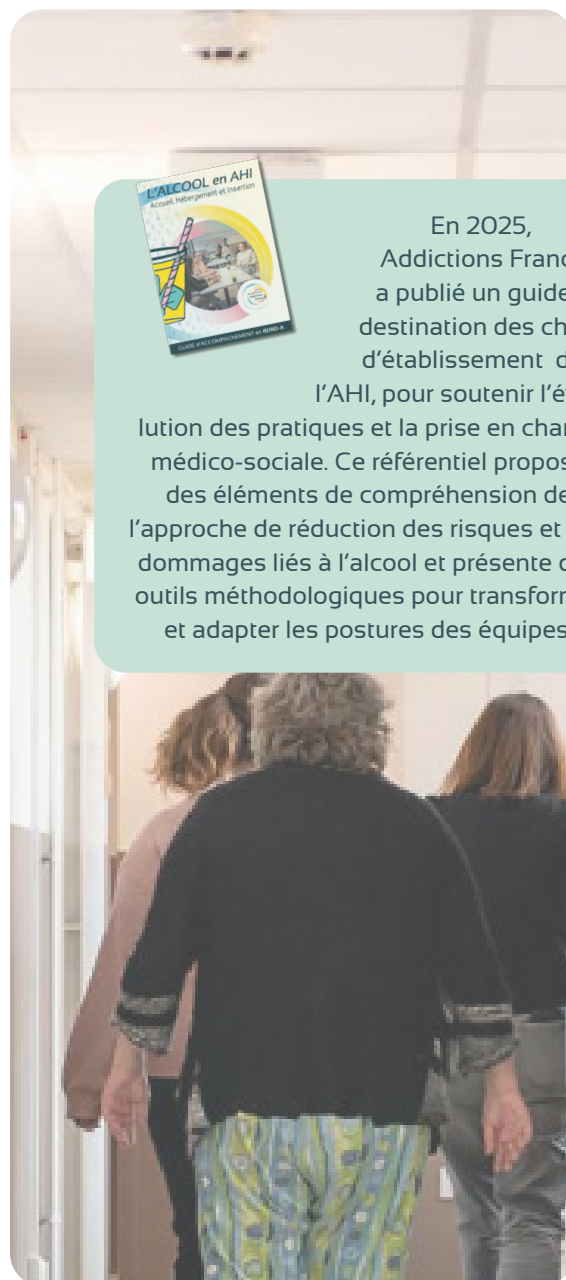
Réduire les conséquences négatives liées aux consommations

Espaces de consommation sécurisée en AHI : les 10 ans du projet

De nombreuses personnes en situation de précarité se voient exclues des centres d'hébergement d'urgence et de stabilisation en raison de l'interdiction d'y consommer de l'alcool. Cet interdit est aussi contourné par les résidents qui introduisent des boissons alcoolisées en cachette ou qui boivent massivement avant de réintégrer le centre, mettant en difficulté les professionnels qui les accompagnent.

En Ile-de-France, Addictions France intervient depuis plusieurs années auprès des professionnels du secteur de l'Accueil Hébergement Insertion (AHI) (Centre d'action sociale de la Ville de Paris, Emmaus, Mie de Pain, Péniche du cœur, Abri...) pour partager son approche sur la Réduction des

Risques et des Dommages liés à la consommation d'alcool. Pour accompagner autrement les personnes hébergées sur leurs consommations, il est en effet nécessaire de faire évoluer le regard des résidents comme des professionnels sur les représentations de l'alcool au sein des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale, et d'outiller les équipes pour soutenir ce changement. Cet accompagnement permet aux établissements de lever l'interdit de l'alcool et de créer des espaces de consommation sécurisée conformément aux recommandations de la HAS. **Depuis 2015, le programme a déjà été mis en œuvre dans 13 établissements et se poursuivra jusqu'en 2030.**



En 2025, Addictions France a publié un guide à destination des chefs d'établissement de l'AHI, pour soutenir l'évolution des pratiques et la prise en charge médico-sociale. Ce référentiel propose des éléments de compréhension de l'approche de réduction des risques et des dommages liés à l'alcool et présente des outils méthodologiques pour transformer et adapter les postures des équipes.

Consultation RdR Psychédéliques à Bordeaux : une première en France

À Bordeaux, en Nouvelle-Aquitaine, deux médecins et un psychologue du CSAPA proposent depuis avril 2024 la première consultation en France dédiée à la question des substances psychédéliques classiques (LSD, psilocybine, DMT, mescaline, ibogaïne) et apparentées (MDMA, kétamine).

Dans le contexte actuel de regain d'intérêt pour ces substances, notamment dans le domaine de la santé mentale avec une couverture médiatique grandissante, cette nouvelle consultation s'inscrit dans une démarche de réduction des risques et des dommages. En 2025, 24 personnes ont participé aux consultations RDR liées aux psychédéliques. Au cours du premier trimestre 2026, 20 personnes supplémentaires en ont bénéficié.



« Les usagers nous ont tous fait part de l'intérêt pour eux d'avoir un espace dédié où ils peuvent évoquer des expériences parfois difficiles, et où ils peuvent avoir des informations scientifiques fiables. Pour les professionnels, cette consultation est très intéressante car nous ne sommes pas confrontés aux problématiques classiques d'addiction mais à la sécurisation d'un usage qui se veut thérapeutique. »



Sami Scerra,
Médecin coordinateur au CSAPA de Bordeaux

Prix Albatros : comment parler de sexualité avec les personnes suivies pour des addictions ?

Le 19^{ème} Congrès international d'addictologie de l'Albatros, qui s'est tenu à Paris en juin 2025, a mis en lumière le projet « Comment développer une approche intégrée de la santé sexuelle en hôpital de jour d'addictologie ? », récompensé par le prix « Prévention et RdRD » décerné par Addictions France. Ce projet, mené par Elise Thomas, interne en médecine, explore comment aborder la sexualité avec des patients en soin addictologique, un aspect souvent négligé. Les personnes avec des troubles de l'usage de substances peuvent rencontrer des difficultés sexuelles, des risques

sanitaires et des problèmes de consentement. Les premiers retours montrent que l'intégration de la santé sexuelle dans l'accompagnement des patients addicts améliore leur prise en charge globale et sensibilise les professionnels aux dimensions psycho-sociales importantes de la santé mentale.

Un manifeste pour clarifier et réaffirmer les fondements de la RdRD pour mieux la protéger !

Depuis plus de 40 ans, la Réduction des Risques s'est imposée comme une référence incontournable en addictologie. Née des pratiques de terrain face à l'épidémie de VIH dans les années 1980-1990, elle a démontré son efficacité, notamment par la baisse des contaminations, avant d'être reconnue par la loi. Aujourd'hui, le champ s'est élargi pour devenir «la Réduction des Risques et des Dommages» (RdRD).

Mais cette évolution s'accompagne d'un constat préoccupant : des pratiques très diverses, des objectifs parfois éloignés de la santé publique, se revendiquent désormais de la RdRD, y compris des acteurs industriels (tabac, alcool ou jeux d'argent et de hasard). Face à ces enjeux, ce manifeste permet de clarifier les concepts et les pratiques de la RdRD, de réaffirmer ses fondements éthiques et scientifiques et de protéger un progrès majeur de santé publique.



Consulter la
collection de
manifestes



(Re)Créer du lien social

Développer le lien social en addictologie, c'est aider les personnes à se reconnecter aux autres après un isolement souvent induit par l'addiction. Il s'agit de reconstruire des relations, regagner confiance en soi et retrouver une place dans la société. La parole des usagers est au cœur de ce processus : face aux difficultés rencontrées, à la stigmatisation ou au sentiment de ne pas être entendus, le témoignage permet de valoriser les spécificités des parcours de vie.

Prendre la parole pour lutter contre la stigmatisation

Le podcast est un format particulièrement adapté pour donner la parole aux personnes accompagnées : elles ne sont plus seulement bénéficiaires d'un accompagnement mais deviennent actrices de leur récit et (re)prennent le contrôle de leur histoire.

En Substance : un podcast réalisé au coeur du CSAPA de Paris 14^{ème}

Lancé début 2025, le podcast « En Substance », réalisé par Sylvain Pinot, donne la parole aux personnes accompagnées au sein du CSAPA parisien d'Addictions France (14^{ème} arrondissement). Ce podcast est le fruit d'une longue réflexion engagée en 2015 par l'équipe médico-psycho-sociale sur les addictions et la parentalité. Confrontée aux nombreux récits de vie mettant en jeu la parentalité dans le mécanisme addictif, l'équipe a mis en place des thérapies familiales pour aborder ces liens. La réalisation d'En Substance fait ainsi partie intégrante du processus de soin des participants, grâce aux bénéfices apportés par l'engagement dans une action collective et par le partage et l'écoute de témoignages.

« En 2021, nous avons commencé un atelier thérapeutique d'écoute des podcasts, un peu autour de l'alcool, mais pas seulement. Nous avons alors constaté que les personnes accompagnées étaient très demandeuses et participatives, ce qui nous a poussés à créer notre propre podcast sur un thème qui nous travaille depuis plusieurs années : les addictions et les liens familiaux. »



Elodie Marchin,
Psychologue au CSAPA de Paris 14^{ème}



ÉCOUTEZ LE PODCAST

Le CAARUD de Brest met en lumière le thème de la solidarité

En septembre 2025, le CAARUD de Brest a mené un projet participatif autour de la création d'un podcast en collaboration avec Emma Chevallier, formatrice et animatrice d'ateliers radio et musique. Quatre personnes ont pris part activement à l'ensemble du processus : de la réflexion sur le sujet à la conception des interviews, en passant par l'écriture collective et l'enregistrement. Le thème retenu, « la solidarité au sein du CAARUD », a permis d'explorer les liens qui se tissent entre les personnes accompagnées et les professionnels.

A travers cet atelier, les participants ont pu découvrir les différentes étapes de la production sonore tout en renforçant leur confiance, leur esprit d'équipe et la fierté d'avoir contribué à une création commune.



« Quand on est à la rue, trouver une asso qui nous accueille parce qu'on est exclu du système, ça fait plaisir. Être entendu et écouté, c'est pour ça que je viens au CAARUD. »

Témoignage d'une personne accompagnée



Addictions France prend la parole pour le Podcastthon !

Le Podcastthon est un événement solidaire organisé dans le monde du podcast. Son principe est simple : pendant une semaine donnée, des podcasteurs consacrent un épisode de leur émission à une association ou une cause d'intérêt général afin de lui donner de la visibilité et d'encourager les auditeurs à la soutenir. En mars 2025, Addictions France a été invitée par Rose, compositrice, auteure et hôte du Podcast « Contre-addictions » pour enregistrer l'épisode « Comprendre, prévenir et soigner - Association Addictions France »



POD
CASTHON



ÉCOUTEZ LE PODCAST

Le théâtre comme espace privilégié d'expression

La pièce *Le Passé qui ne passait pas* donne voix aux personnes concernées par les addictions. Présentée depuis 2024 dans l'Yonne, en Bourgogne Franche Comté, cette création, qui permet d'aborder la difficile question du psychotraumatisme, a rassemblé 487 spectateurs, professionnels, partenaires, adhérents et grand public.

« A partir de témoignages, nous avons construit une mini conférence théâtralisée en 5 actes sur le pouvoir de nos émotions. Avec humour, musique et données scientifiques revisitées, nous racontons comment des événements de vie, modifient le fonctionnement de notre cerveau, et comment les drogues ne sont qu'un moyen pour rétablir un équilibre. Un spectacle pour mieux se comprendre. »

Marie-Noëlle Lacour,
Intervenante et thérapeute familiale au
CSAPA d'Auxerre



En 2025, la pièce a été présentée plusieurs fois, notamment en mai à la CPTS Arve et Montagne, puis en novembre devant l'entourage des personnes accompagnées.

« Cette expérience de théâtre nous donne une autre relation avec les professionnels, ils portent un autre regard sur nous, un autre lien se crée. Lors des répétitions, lors des spectacles, on n'est pas considérés comme des gens malades, on est des acteurs. »

Charlotte,
Patiente-comédienne



En Auvergne Rhône-Alpes aussi, le théâtre transforme les expériences personnelles en histoires collectives. Au CSAPA d'Annecy, des personnes accompagnées ont rejoint la troupe de théâtre « Les Chitana » en mai 2024, à l'initiative de Naïma Belhoul-Barbier, travailleuse sociale et responsable de l'atelier initiation théâtre :



« La pièce de théâtre *Embarquement immédiat* est directement inspirée des parcours de vie des acteurs. A travers des saynètes, vous découvrez que passer la porte d'un CSAPA est difficile et comment les personnes sont accompagnées dans leur projet de soin. »

Naïma Belhoul-Barbier,
travailleuse sociale et responsable de l'atelier
initiation théâtre



PREVENCIÓN DE REDUCCIÓN DE RIESGOS

PRÉVENTION

Prévenir l'entrée dans les conduites à risques

La prévention constitue un pilier essentiel de l'action d'Addictions France, visant à agir en amont des pratiques à risques, en s'appuyant sur des approches globales, innovantes et fondées sur les données probantes.

1

Prévenir les risques, au coeur des familles

La prévention de l'entrée dans les conduites à risques s'ancre prioritairement dans une approche systémique, où les parents et les proches jouent un rôle déterminant. Les projets développés par Addictions France autour de la transmission familiale contribuent à renforcer les facteurs de protection et à diffuser des repères éducatifs clairs.

Des interventions probantes

L'exemple du programme « Une affaire de famille ! »

Une fois installées dans le quotidien familial, les addictions peuvent devenir un mode de fonctionnement, marquer l'enfance et conditionner les comportements de l'individu. Le programme « Une affaire de famille ! » déployé depuis 2012 par Addictions France, en Normandie, à La Réunion, et plus récemment en Centre-Val de Loire, vise à prévenir la transmission intergénérationnelle en explorant l'histoire familiale.

Organisé autour d'un cycle de 8 séances collectives, les participants, accompagnés par des professionnels, échangent sur des thèmes tels que les rôles, les règles et les relations entre les membres de la famille pour prendre conscience de la transmission de comportements (addictions, relations insatisfaisantes, violences intrafamiliales, difficultés en santé mentale).

Afin de soutenir le déploiement dans de nouvelles régions, l'association a organisé avec Line Caron, créatrice du programme et Antoinette Fouilleul, psychiatre et élue d'Addictions France, le transfert de compétences en formant 4 professionnelles en 2025 afin qu'elles puissent former à leur tour les futurs animateurs du programme.

Renforcer les compétences familiales et promouvoir les interdits protecteurs

Addictions France développe des dispositifs pour soutenir la parentalité et créer un environnement plus protecteur pour les jeunes. Mieux informer et sensibiliser, c'est potentiellement réduire l'accessibilité aux produits à risques et prévenir les risques sanitaires et sociaux de demain.

Dans le cadre de la campagne « Zéro alcool pour les ados : pourquoi et comment dire non ? » soutenue par Le Fonds de lutte contre les addictions, une campagne d'affichage public visant à interpeller l'entourage familial a été déployée en périphérie de Rennes à Angers et à Nantes, du 5 au 25 mars 2025. La campagne invitait à s'interroger sur la consommation précoce d'alcool chez les adolescents. Des conférences et des ateliers animés par des professionnelles de la prévention, de l'éducation et de la santé ont également été organisés sur les territoires concernés.



En France, plus de 80 % des adolescents de 17 ans ont déjà consommé de l'alcool, et **58,6 % au moins une fois par mois.**

La première expérimentation a souvent lieu dans la sphère familiale, **en moyenne vers l'âge de 14 ans.**

L'éducation aux usages numériques

La question de l'addiction aux écrans devient de plus en plus préoccupante au sein des familles. En Île-de-France, plusieurs actions accompagnent les parents et les adolescents face aux risques liés aux écrans et aux comportements (conférences et ateliers dédiés, cafés parents...). Le projet ICARE, déployé à Guyancourt, utilise des images pour développer l'esprit critique des jeunes et favoriser le dialogue avec les parents. Des spectacles interactifs et des activités créatives (danse, courts-métrages, jeux) sensibilisent les adolescents de manière ludique aux enjeux du numérique, comme le cyberharcèlement ou l'influence des réseaux sociaux.

A l'occasion d'un tournoi de football organisé par l'US Saint-Berthevin en Mayenne, un atelier ludique et interactif sur les risques liés aux écrans a été animé par une chargée de prévention de l'antenne de Laval. Les enfants ont partagé ce qu'ils aiment et n'aiment pas dans les jeux vidéo, comme Fortnite, Minecraft ou FIFA, et réfléchi à leur usage des écrans.

L'atelier a réuni 160 enfants, encadrés par une vingtaine de coachs et une quinzaine de parents, et a reçu d'excellents retours : 86% des participants se sont déclarés satisfaits.



Vanessa Ledoux, chargée de prévention et formation, et l'équipe de futsal des UIO en février 2025. Crédit photo : Ouest France.

2

Soutenir les campagnes nationales de santé publique

Addictions France se mobilise depuis plusieurs années pour porter le Mois sans tabac et le Défi de janvier. Ces campagnes de marketing social permettent de toucher un large public et d'inscrire la prévention dans la durée, en s'appuyant sur des dispositifs lisibles et engageants.

Les 10 ans du Mois sans Tabac



La 10^{ème} édition du Mois sans Tabac s'inscrit dans une dynamique historique : en dix ans, le nombre de fumeurs quotidiens en France a diminué de 4 millions. En novembre, Addictions France a mené des actions de sensibilisation sur tout le territoire. Ambassadrice de la campagne dans quatre régions, **Bretagne, Pays de la Loire, Corse et Grand-Est**, l'association souligne, dans son bilan 2025, la forte capacité d'adaptation des acteurs locaux, qui allient innovation, actions de terrain et accompagnement au sevrage.

Selon les territoires, les initiatives ont pris des formes variées. En **Bretagne, un bus itinérant a circulé du 3 au 7 novembre 2025 dans 7 communes**, permettant l'organisation de mini-villages santé, en lien avec des nombreux partenaires locaux.

3

En **Corse** et en **Grand Est**, des initiatives de type « Rue sans tabac », des ateliers mêlant santé, expression artistique et travail sur la motivation au changement à destination de publics spécifiques, notamment en milieu carcéral ou encore des webinaires thématiques, ont été organisés.

La 6^{ème} édition du Défi de Janvier

D'année en année, le Défi de Janvier suscite l'adhésion grandissante des Français qui y voient l'opportunité d'évaluer leur capacité à faire une pause avec l'alcool et de constater des effets positifs sur leur santé. Pour en faire une campagne 100% française, le collectif inter associatif a dévoilé en janvier 2025 une nouvelle identité graphique déclinée sur un site web et des supports de communication.



En décembre 2025, le collectif du Défi de Janvier a souhaité comprendre qui étaient les Français qui souhaitaient participer à l'opération et quelles étaient leurs motivations. L'étude réalisée par Harris Toluna Interactive a montré que près d'un Français sur deux se disait **prêt à relever le Défi de Janvier en 2026**.

Santé mentale : une cause partagée

La santé mentale a été désignée Grande Cause nationale en 2025. Un choix qui répond à un enjeu majeur de santé publique alors qu'un Français sur quatre sera confronté à un trouble mental au cours de sa vie. La prévention en addictologie est étroitement liée à la santé mentale. De plus en plus intégrée aux actions de terrain, elle reflète une approche globale, attentive aux vulnérabilités psychiques, aux contextes sociaux et aux parcours de vie, avec la volonté de décloisonner les pratiques.

Semaines nationales d'Information en Santé Mentale (SISM) : des actions de terrain

Dans plusieurs territoires, Addictions France s'est associée aux SISM à travers plusieurs initiatives permettant d'ouvrir des espaces de parole dédiés à la Santé mentale. En Provence Alpes Côtes d'Azur, Addictions France a obtenu le label « Grande cause nationale 2025 – Parlons Santé mentale » ce qui lui a permis d'organiser deux journées de rencontres à Saint-Tulle et Digne-les-Bains, pour partager, échanger avec le grand public et les acteurs et intervenants du secteur.

**Parlons
santé
mentale!**
GRANDE CAUSE NATIONALE



À l'occasion de la **Journée mondiale de la santé mentale 2025**, le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative a organisé l'événement « Santé mentale des jeunes : de l'urgence à l'action ». À l'invitation de Thibault de Saint Pol, Délégué interministériel de la jeunesse, Amine Benyamina est intervenu pour présenter les activités d'Addictions France et rappeler que les addictions et la santé mentale ne peuvent pas être dissociées.



En Corse, le CSAPA et le CAARUD de Bastia organisent une journée bien-être annuelle en présence d'un professeur de yoga, d'une éducatrice spécialisée et d'une conseillère en économie sociale et familiale. Cette approche complète les soins médicaux et psychologiques en agissant sur le corps, les émotions et les habitudes de vie, des dimensions clés pour préserver et renforcer la santé mentale.



Des projets territoriaux pour coordonner les interventions sur le terrain

L'année 2025 a marqué une étape clé : les Projets Territoriaux de Santé Mentale (PTSM) de première génération étant arrivés à échéance, les ARS ont été chargées de produire de nouveaux PTSM, mieux adaptés aux besoins locaux et aux synergies entre acteurs, pour la période 2025-2027.

En **Ardèche (Auvergne-Rhône-Alpes)**, l'association a participé au bilan du PTSM 2020-2025, au sein d'un COPIL réunissant 55 participants choisis pour leur engagement dans la promotion de la santé mentale dans le département, pour les politiques publiques qu'ils soutiennent et pour les publics qu'ils accompagnent.

À Beauvais, dans les **Hauts-de-France**, le 24 mars 2025, la charte d'engagement du Conseil Local de Santé Mentale du Beauvaisis (CLSM) a été officiellement signée aux côtés de 55 autres partenaires.



Les psychologues : piliers de la prévention en santé mentale

Dans le champ de la santé mentale et des addictions, le rôle des professionnels est essentiel, tant dans la prévention que dans l'accompagnement thérapeutique : **favoriser un équilibre psychologique durable**, en agissant sur les conditions de vie, les relations sociales et les ressources individuelles.



13 millions

de Français vivent avec un trouble psychique



53 %

déclarent avoir ressenti une souffrance psychique en 2025



280

psychologues accompagnent les personnes concernées par les conduites addictives au sein d'Addictions France

« La santé mentale a longtemps été négligée. Or la souffrance psychique est le quotidien des personnes que nous accompagnons, qu'elle soit liée à leur parcours de vie ou associée à des troubles psychiatriques. Les pathologies duelles, qui combinent addiction et troubles mentaux, sont au cœur de notre pratique.



Cette grande cause nationale est donc une opportunité pour sensibiliser le grand public, lutter contre les stigmatisations encore très présentes et renforcer les moyens humains et financiers dans nos structures. Nous espérons qu'elle permettra un meilleur accès aux soins psychiques pour tous, une reconnaissance de la place des proches dans l'accompagnement, ainsi qu'un développement des actions de prévention dès le plus jeune âge.

Il est cependant essentiel que cet engagement ne reste pas symbolique mais se traduise par des politiques publiques durables, car la santé mentale concerne tout le monde, à tous les âges de la vie, et constitue un enjeu majeur de santé publique. »

Guillaume Moreau,
Psychologue à Sens



Une approche ciblée en milieu festif

Des actions de prévention et de réduction des risques sont menées en milieu festif lors de soirées légales ou illégales. Elles jouent un rôle essentiel pour protéger la santé des participants, favoriser des choix éclairés et réduire les risques liés aux consommations.

Sensibiliser et sécuriser grâce à des dispositifs dédiés

Des actions de prévention et de réduction des risques sont menées en milieu festif lors de soirées légales ou illégales. À Paris, Addictions France coordonne le dispositif **Fêtez clairs** depuis 2018. En Bretagne, elle porte le collectif **Orange Bleue** ou encore l'action **Noz'Ambule** à Rennes. En Vendée, elle intervient au sein du collectif **Take CARE 85** auprès des organisateurs d'événements, ou encore à Bordeaux avec l'équipe de prévention **Tendances Alternatives Festives (TAF)**.



Ces dispositifs visent à promouvoir une culture de la fête sécurisante en offrant un cadre d'écoute, de conseil et d'intervention sans jugement. Ils facilitent la diffusion d'informations fiables permettant aux usagers d'adopter des comportements plus sûrs, notamment en ce qui concerne les doses, les effets et les interactions entre produits.

Une vie nocturne plus responsable

En Bretagne, Addictions France co-porte l'initiative **Label NIGHT** en collaboration avec l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie 56, l'ARS et la Préfecture. Ce label unique en France valorise les établissements de nuit engagés pour la sécurité des clients. **12 établissements volontaires ont rejoint la démarche** en mettant en place des actions concrètes de prévention et de réduction des risques, après une formation dispensée par Addictions France, pour promouvoir une fête plus sûre et responsable, dans une dynamique collective entre acteurs de la nuit.



Mona Cotten, chargée de prévention, présente le label aux côtés de deux responsables d'établissements de nuit, à Arzon. Crédit photo : Ouest France.

L'analyse de produits : un outil de réduction des risques

L'analyse de drogues est un outil du droit à la santé, visant à limiter les conséquences négatives de l'usage sans imposer l'arrêt. Addictions France fait partie du réseau national **Analyse ton prod'** qui informe les consommateurs sur la composition des substances (pureté, produits de coupe, risques et effets) pour réduire les dangers pour leur santé. Ce dispositif alerte aussi les pouvoirs publics sur les substances en circulation.

EN 2025 ANALYSE TON PROD' C'EST :



739

Analyses de Kétamine



1827

Analyses d'Ecstasy



1937

Analyses de Cocaine



En 2025, la distribution de matériel de RdRD a augmenté

43 845

seringues distribuées



55 662

préservatifs distribués



89 965

**brochures RdR
distribuées**

dont 36% concernent les drogues illicites

FORMATION

Notre expertise au service de tous en tant qu'acteur national de référence

Addictions France a développé des actions innovantes de coopération territoriale et nationale, tout en renforçant ses dispositifs de formation pour sécuriser les pratiques professionnelles et accompagner les acteurs de terrain.

1

Former pour sécuriser en milieu professionnel

L'organisme de formation d'Addictions France est certifié Qualiopi : un gage de qualité des prestations et accompagnements proposés. En 2025, Addictions France a poursuivi le développement de ses formations, en intégrant les recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS) et des approches spécifiques comme la réduction des risques en milieu professionnel.

Un organisme de formation très actif



« Nous veillons à proposer des formations en adéquation avec les besoins spécifiques de nos publics cibles, en développant notamment des dispositifs sur mesure, adaptés aux réalités de terrain. Animés par la volonté d'accompagner une grande diversité d'acteurs, nous intervenons auprès de publics variés, du secteur médico-social aux collectivités, en passant par les entreprises. Notre force réside également dans le lien étroit que nous établissons entre prévention et soin, ce qui nous permet d'apporter un accompagnement global aux structures et de proposer des réponses cohérentes, personnalisées et adaptées à leurs enjeux. »

Anaïs Delattre,
Responsable du Pôle prévention et formation
d'Addictions France

L'offre de formation met l'accent sur :

- L'expertise en addictologie : les intervenants sont des professionnels du terrain spécialisés dans les conduites addictives.
- Une pédagogie tournée vers la pratique clinique et territoriale, combinant théorie, expériences, études de cas et mises en situation.
- Une adaptation à des modalités modernes (présentiel, e-learning, mixte).

En 2025, plus de **260 formateurs** ont été mobilisés, **7769 stagiaires** ont été formés et **705 sessions de formation** ont été dispensées, avec un **taux de satisfaction de 95,5%**.

Définir les besoins de formation en addictologie au sein des entreprises

« Les entreprises nous sollicitent le plus souvent via les services des ressources humaines, Qualité Sécurité Environnement ou les services de prévention et de santé au travail (SPST). Parfois, la demande fait suite à un événement précis ou à des situations individuelles repérées en interne. D'autres fois, elle s'inscrit dans une politique globale de prévention, en lien avec la santé mentale et les risques professionnels. Notre accompagnement repose sur une approche structurée autour de trois axes. Nous travaillons d'abord le cadre légal : règlement intérieur, procédures internes, chartes, rappels de ce qui est autorisé ou non en milieu professionnel. La formation devient ensuite un outil au service de la prévention : formation des encadrants, des personnes ressources, des SPST, et actions de sensibilisation auprès de l'ensemble des salariés. Enfin, l'accompagnement vise à identifier et faire connaître les ressources internes et externes, afin de faciliter l'orientation en cas de difficulté. »

Esen Kmyta,
Chargée de projet prévention et formation au
sein d'Addictions France en région Auvergne-Rhône-Alpes



Participation aux recommandations de la HAS sur la prévention de l'usage de substances psychoactives en milieu professionnel

En juin 2025, la Haute Autorité de Santé a labélisé les recommandations de bonnes pratiques élaborées par Addictions France, la Société Française d'Alcoologie (SFA) et la Société Française de Santé au Travail (SFST). Ces recommandations visent à limiter la consommation de substances psychoactives en milieu professionnel et à identifier et prévenir les divers facteurs favorisant cette consommation. Les recommandations insistent sur la nécessité d'un repérage précoce des usages à risque pour mieux comprendre les liens entre travail et consommation de substances.

Plusieurs outils ont été élaborés pour aider les différents acteurs dans la mise en œuvre des recommandations : **des fiches pratiques à destination des médecins, des employeurs, des travailleurs eux-mêmes, et bien sûr des professionnels des SPST (Services de Prévention et Santé au Travail).**



« Ces recommandations visent à responsabiliser l'ensemble des acteurs, sans stigmatiser. Elles encouragent une approche partagée, qui repose sur la confiance, l'écoute et la coopération. »

Hervé Martini,
Médecin du travail, addictologue et secrétaire
général d'Addictions France a contribué à
l'élaboration de ces recommandations



Soutenir les collectivités territoriales

Dans plusieurs régions, Addictions France accompagne les collectivités dans la mise en place de plans de sensibilisation destinés aux agents. À la mairie de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn), par exemple, le personnel a suivi un cycle de cinq conférences sur les addictions, dans le cadre du « Passeport prévention individuel ». L'association sensibilise notamment les managers afin de les aider à réagir lorsqu'ils suspectent une situation de dépendance. Une charte collective peut également être élaborée pour définir les conduites à tenir. L'objectif est de préserver la santé des agents tout en favorisant un environnement de travail sûr et bienveillant.



2

Des partenariats nationaux de proximité

Addictions France est engagée dans un mouvement au niveau local et national visant à fédérer les acteurs issus des champs associatif, addictologique, éducatif et médico-psycho-social.

CANALTA : un projet de formation innovant au service de l'accompagnement à domicile

CANALTA pour « Cannabis, alcool, tabac, avec le repérage précoce se sentir légitime pour en parler » est un projet de formation franco-belge destiné aux professionnels de l'aide et du soin à domicile ou actifs dans le lieu de vie de la personne. La formation porte sur l'apport de connaissances en addictologie sur les 3 substances les plus consommées en France et en Belgique, l'évolution des représentations, le repérage précoce et la méthode RPIB (Repérage Précoce et Intervention Brève), une approche de prévention validée par l'OMS, ainsi que sur la notion de réduction des risques et des dommages.

Cette initiative est développée par le Centre d'Education du Patient ASBL (Belgique) et Addictions France, dans le cadre d'un projet de coopération soutenu par Erasmus+.

CANALTA

Cannabis, alcool, tabac...
Avec le RPIB, se sentir légitime pour en parler.



CANALTA EN QUELQUES CHIFFRES (SEPTEMBRE 2024 À AOÛT 2025)

60

participants provenant de 28 structures belges et françaises : aides-familiales, gardes à domicile, auxiliaires de vie, éducateurs, travailleurs sociaux, assistants de soins, aides-soignants, assistants de vie

4

sessions de formation en France et en Belgique.

9,5/10

de satisfaction des participants



« Compte tenu du succès de cette nouvelle offre de formation auprès d'un public habituellement non ciblé, et dans des lieux généralement éloignés des sites de formation, CANALTA a répondu à un vrai besoin.

Un déploiement dans d'autres territoires, ou auprès d'autres métiers, mérite d'être envisagé. »

Laurine Jacobe,
Responsable prévention
et formation régionale



Formation au protoxyde d'azote en Hauts-de-France

En Hauts-de-France, Addictions France déploie un programme de sensibilisation au protoxyde d'azote à destination des professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), structuré en quatre à cinq séances. Les interventions visent à améliorer la connaissance du produit, ses effets, les bénéfices perçus et leurs effets délétères, tout en ouvrant un espace de dialogue. Les équipes éducatives assistent aux séances afin de prolonger les échanges et les intégrer aux projets d'accompagnement individuels des jeunes.

Sur la période 2024-2025, 7 établissements de la PJJ ont bénéficié de 4 interventions chacun. Trois nouveaux établissements rejoindront le programme en 2026.

« Notre approche consiste à travailler sur les ressources des jeunes et sur leurs compétences à faire face. Les animations sont très interactives pour que chacun puisse s'exprimer et prendre sa place. »



Alicia Deprecq,
Chargée de projet prévention - formation



Dans le milieu du sport avec la Fondation

Le programme Open Football Club porté par la Fondation du Football et soutenu par la Fédération Française de Football accompagne les clubs professionnels et les Pôles Espoirs dans la mise en place d'actions civiques et culturelles auprès des jeunes joueurs en formation (entre 13 et 21 ans) autour de 7 axes, dont la prévention en santé. Une cinquantaine de partenaires-experts, dont Addictions France, interviennent auprès de 3 600 joueurs et joueuses bénéficiaires de ces actions.

En septembre 2025, le Pôle Prévention et Formation d'Addictions France a participé au lancement officiel de la nouvelle édition du programme au Centre National du Football à Clairefontaine.



Pour une coopération Santé-Justice innovante

Addictions France inscrit également ses actions de prévention dans une logique de coopération santé-justice afin de prévenir la réitération des conduites à risque liées aux consommations.

La justice résolutive de problèmes

La justice résolutive de problèmes (JRP) a pour objectif de s'attaquer aux causes profondes de la délinquance, au-delà de la seule sanction. Elle repose sur une approche combinant réponse judiciaire et suivi thérapeutique, afin de limiter les risques de récidive. Dans ce cadre, les secteurs de la santé et de la justice coopèrent étroitement et développent des modalités d'accompagnement innovantes pour les personnes placées sous-main de justice. Il s'agit notamment de promouvoir des alternatives aux réponses pénales classiques pour des publics cumulant plusieurs facteurs de vulnérabilité (addictions, troubles psychiatriques, précarité sociale, etc.).



Dans la Meuse, Addictions France déploie depuis 2022, dans le cadre d'un partenariat entre l'association et le tribunal, le dispositif « **Justice résolutive de problèmes spécialisée dans l'addiction aux drogues à Verdun** », sur

l'agglomération verdunoise.

En 2025, dans le cadre du programme JRP de Verdun : 15 personnes ont été suivies, 10 guichets uniques et 2 guichets estivaux ont été organisés pour coordonner un accompagnement

EN 2025 ADDICTIONS FRANCE EST INTERVENUE AUPRÈS DE



55

établissements
pénitenciers



6016

personnes



7%

de la
population
carcérale

« Les obligations de soins peuvent parfois représenter une opportunité pour les consommateurs, car il est rare qu'ils entreprennent eux-mêmes une démarche de soin. »



Cécile Bouché,
Infirmière



Prévention et alternatives aux poursuites

Dans l'Yonne, 56% des violences commises le sont sous emprise d'alcool ou de produits stupéfiants. Face à ce constat, le tribunal judiciaire d'Auxerre met en place depuis 2022 un projet de mesures alternatives aux poursuites globales pour les personnes présentant une addiction. Les personnes sont accompagnées par une équipe pluridisciplinaire pour une durée de 6 mois pré ou post-sentenciel, à raison d'une consultation par semaine avec un psychologue, un infirmier et/ou un travailleur social. Le suivi est réalisé par Addictions France et l'accompagnement judiciaire par l'association départementale d'aide aux victimes d'infractions et à la réinsertion sociale. **Ce projet a été reconduit en 2025 avec un taux de réussite élevé** : il a permis à de nombreuses personnes concernées de s'engager volontairement dans une démarche de soins, au-delà de la seule injonction thérapeutique.

En Centre-Val de Loire et Auvergne-Rhône-Alpes, des « Rencontres prévention Récidives » sont organisées. En Occitanie, le déploiement du programme de Prévention Thémis vise à prévenir et réduire les risques en addictologie pour les personnes placées sous-main de justice.



LA RECHERCHE

Un engagement scientifique au service de la prévention et de l'accompagnement

En 2025, Addictions France a poursuivi son développement dans le domaine de la recherche, en s'appuyant sur l'expertise de ses professionnels et élus bénévoles, des partenariats scientifiques solides et des évaluations rigoureuses. Ce positionnement encourage l'innovation sur le terrain, plaçant la recherche au cœur de l'action et de la prévention.



La collection de décryptages

Réalisés par des experts bénévoles de l'association, la série Décryptages traite des aspects les plus divers des addictions.

Deux numéros de Décryptages ont été produits en 2025 :



Des bars dans les EHPAD, une idée très contestable – Janvier 2025

Les porte-voix du tabac – Fake news et défense acharnée – Novembre 2025



PATTERN : accompagner « Une affaire de famille I » vers le statut de programme probant

Depuis 2020, Addictions France mène le projet de recherche PATTERN afin d'évaluer le programme « Une affaire de famille I ». L'ambition est de permettre au programme de passer du statut de prometteur à celui de programme probant, grâce à un partenariat avec l'équipe du Pr Eric Breton (laboratoire Arènes, EHESP) et avec le soutien financier de l'IReSP, de l'INCa et des ARS de La Réunion et de la Normandie.

- **PATTERN 1 (2020-2022)** a permis, via une analyse documentaire et des entretiens auprès de bénéficiaires et d'animatrices, d'identifier les théories du changement et le modèle causal du programme. Les analyses montrent des retombées potentielles sur les bénéficiaires telles qu'une prise de distance par rapport à leur vécu, un changement de mode d'éducation, une amélioration des relations familiales, ou encore une baisse de consommation de produits chez des proches.
- **PATTERN 2 (2022-2023)** a permis de développer et tester des instruments de collecte de données. Les résultats obtenus ont permis d'identifier de nouveaux impacts potentiels, sur la vie professionnelle des bénéficiaires par exemple.
- **PATTERN 3**, dont le financement a été obtenu dans le cadre de l'appel à projets de recherche 2025 de l'IReSP/INCa, permettra de mesurer les effets chez les bénéficiaires, en comparaison d'un groupe n'ayant pas bénéficié du programme.



EN SAVOIR PLUS

Mise en place d'un groupe de travail national «recherche-action»

Dans le cadre du développement de la recherche-action au sein d'Addictions France, un groupe de travail national a été constitué début 2025. Ce groupe, composé de 12 membres professionnels de l'accompagnement médico-social et de la prévention, a pour mission de promouvoir des projets de recherche-action portant sur des problématiques concrètes rencontrées sur le terrain. L'objectif est de mutualiser les initiatives, d'expérimenter des approches innovantes et d'enrichir les pratiques professionnelles en addictologie grâce aux résultats obtenus.



ENTRETIEN AVEC

Emilie Bordron

Emilie Bordron chargée de prévention et de formation en région Occitanie participe au groupe de travail.

Qu'est-ce qui vous a motivée à vous impliquer dans le GT recherche-action ?

J'ai une formation en intervention et développement social, au sein de laquelle la recherche-action constituait un axe important. Mon implication dans ce groupe de travail m'a permis de renouer avec une pratique de la recherche que je n'exerce pas dans mon poste actuel.

Quels projets ou échanges vous ont paru les plus marquants au cours de cette première année de mise en oeuvre ?

La méthodologie utilisée pour choisir la thématique de recherche pour 2026 a donné tout son sens au groupe de travail. Le fait de laisser à chacun la possibilité de développer son point de vue permet de mieux prendre en compte la diversité des enjeux propres aux différents métiers. Nous avons ainsi décidé d'orienter nos travaux vers l'accueil sans rendez-vous.



LE PLAIDOYER

Alerter, militer, agir pour protéger les populations

Face à l'évolution rapide des pratiques de consommation, à l'intensification des stratégies commerciales des industries et à la politique de répression ciblant les consommateurs, le plaidoyer constitue un levier central de l'action d'Addictions France. Entre action juridique, production d'expertise et mobilisation citoyenne, l'association milite pour faire changer durablement le regard sur les addictions et porte des projets d'ampleur soutenus par le Fonds de lutte contre les addictions.

1

Alerter sur les dérives marketing

Face aux dérives marketing, Addictions France plaide pour mieux encadrer la promotion des produits à risque, notamment l'alcool et les paris sportifs, afin de garantir un environnement favorable à la santé. Les jeunes générations sont en effet particulièrement visées et sensibles à cette publicité.

Promotion de l'alcool sur les réseaux sociaux : l'inaction persiste

En décembre 2025, un an après la publication du rapport « Promotion de l'alcool : les réseaux sociaux, un nouveau Far West ? », Addictions France constate à travers un nouvel état des lieux que rien n'a changé. L'inertie politique laisse le champ libre aux influenceurs et aux marques au détriment des jeunes, incités sans cesse à consommer de l'alcool.



ADDITIONS FRANCE A RECENSÉ



16 730

contenus en faveur de l'alcool observés par l'association Avenir Santé (+5430 contenus depuis septembre 2024)



957

marques d'alcool identifiées (+ 155 marques depuis septembre 2024)



442

influenceurs contactés par Addictions France (+ 166 depuis septembre 2024)



1 719

contenus visés par les actions de sensibilisation



Le marketing agressif des paris sportifs à la loupe

Dans un rapport « *Carton rouge : le marketing agressif des paris sportifs* », rendu public en septembre 2025, Addictions France révèle les pratiques promotionnelles des opérateurs de **jeux d'argent et de hasard**. Pour ces derniers, les paris sportifs représentent un secteur particulièrement lucratif : au cœur d'un marché en plein essor, ils ciblent délibérément les jeunes, profitant d'un **cadre réglementaire plus qu'insuffisant**.

Dans le cadre de son étude, Addictions France a analysé :



D'après l'enquête menée par Addictions France, près de **30 % des contenus d'influenceurs ne respectent pas les directives de l'ANJ** et **80 % négligent les messages de prévention obligatoires**.

Face à ce constat, **Addictions France appelle à des mesures concrètes**, notamment l'interdiction de la publicité sur les réseaux sociaux, à la TV et à la radio, l'interdiction du sponsoring par des opérateurs de jeux et des gratifications financières (bonus, freebets...).



Carton rouge : le marketing agressif des paris sportifs

779K views · 8 months ago



Le poids politique des lobbies de l'alcool

Depuis 2017, Addictions France publie chaque année son **observatoire des pratiques des lobbies de l'alcool**. Le rapport sur les pratiques 2025 montre que l'industrie de l'alcool a redoublé ses efforts pour influencer les politiques publiques en sa faveur. Dans un contexte international bouleversé, avec la mise en place de droits de douane sur les exportations européennes, les secteurs du vin et des spiritueux ont pu s'appuyer sur de nouveaux arguments géo-économiques, tout en employant d'autres moyens plus ou moins classiques.



Le secteur a ainsi poursuivi son travail de mise en récit culturel de ses produits à différentes échelles : locale, comme en Guadeloupe, ou nationale, notamment avec « l'apéritif du patrimoine » lancé à l'occasion des journées du patrimoine en France. Tendant à résumer la richesse des territoires français à leur seule production d'alcool, en 2025, le « spiritourisme » s'est donc largement inspiré du succès de l'œnotourisme, parfois avec le soutien de membres du gouvernement.

Les lobbies ont ainsi connu de nombreuses victoires cette année, notamment dans l'art de déréglementer la vente des spiritueux, profitant de textes « fourretout » comme le projet de la loi sur la simplification de la vie économique*. Ils ont aussi, comme toujours, été particulièrement actifs lors du vote du PLFSS pour contrer les propositions d'Addictions France en matière de taxation. Ils ont ainsi réussi à détricoter une proposition fiscale ambitieuse qui aurait permis de mieux taxer certaines boissons « prémix » en cannettes (comme les Vodys) et les bières aromatisées sucrées qui ciblent les plus jeunes.

*Heureusement censurée par le Conseil Constitutionnel.

Faire respecter la loi pour protéger les jeunes

La protection des mineurs justifie un encadrement strict de la commercialisation et de la publicité des boissons alcoolisées.

L'alcool en accès libre pour les mineurs : un constat préoccupant

Addictions France a engagé 37 actions judiciaires après avoir constaté la vente d'alcool à des mineurs dans des épiceries et des supermarchés autour d'Angers, Nantes et Rennes. Réalisées entre 2023 et mai 2025, les différentes vagues d'achats-tests pointent la responsabilité de presque toutes les enseignes majeures de la grande distribution : E.Leclerc, Auchan, Lidl, Intermarché, Super U, Carrefour (liste non exhaustive) mais aussi des petites épiceries, bars et restaurants : 86% des établissements vendent aujourd'hui de l'alcool aux mineurs, y compris certains établissements visés par une procédure judiciaire.

Face à ces constats, Addictions France propose des mesures dissuasives concrètes pour que la loi soit mieux appliquée, notamment la systématisation de contrôles aléatoires avec clients-mystères et le développement des sanctions administratives.

Ce projet a donné lieu à la publication du rapport « L'alcool en accès libre pour les ados : quels leviers pour agir ? » présenté à Angers le 3 juillet 2025.



Affaire LIDL : une jurisprudence fondatrice

Addictions France s'était constituée partie civile aux côtés d'une mère dont le fils mineur était décédé dans un accident de la route après avoir consommé de la vodka achetée chez Lidl. L'affaire a été portée jusqu'en cassation. Par un arrêt du 23 septembre 2025, la Cour de cassation a confirmé la condamnation de l'enseigne.



Cette décision constitue une jurisprudence fondatrice. Elle impose désormais à tous les débitants de boissons, — bars, épiceries, supérettes, hypermarchés, — d'en tirer les conséquences en mettant en place des contrôles simples mais systématiques, fondés notamment sur la vérification de la pièce d'identité.

Promotion d'alcool sur les réseaux sociaux : des décisions de justice remarquables

À ce jour, Addictions France est la seule organisation à faire respecter le volet « alcool » de la Loi Evin par le biais d'actions en justice. Au 31 décembre 2025, 41 affaires étaient en cours, dont 9 nouvelles actions engagées en 2025.

Au regard du développement continu du marketing sur les réseaux sociaux, Addictions France mène un projet spécifique pour observer ces pratiques, sensibiliser les influenceurs sur les risques juridiques auxquels ils s'exposent et agir en cas de refus de retrait des contenus litigieux par les marques, les plateformes et les influenceurs.

L'année 2025 a été marquée par plusieurs décisions de justice significatives :

Heineken - Publicité illégale via des influenceurs

Le 10 décembre 2025, le tribunal correctionnel de Paris a condamné Heineken et Universal Music France pour la promotion illégale d'un pop-up store dédié à la gamme « Heineken Silver ». Plusieurs influenceurs ont également été condamnés mais dispensés de peine. Cette décision illustre comment une marque d'alcool utilise des influenceurs pour déployer une stratégie publicitaire illégitime sur les réseaux sociaux.



« Toutes les actions judiciaires engagées par Addictions France contre la promotion d'alcool par des influenceurs ont conduit à des condamnations, les contenus examinés ayant systématiquement été jugés illicites. Mais ces décisions arrivent tard, alors que le mal est déjà fait. Il est dès lors urgent que la loi soit mise à jour et interdise clairement toute action de promotion d'alcool sur les réseaux sociaux. »

Franck Lecas,
Responsable projets politiques publiques



Meta - Manquement à l'obligation de suppression des contenus illicites

Par un jugement rendu le 7 avril 2025, le tribunal judiciaire de Paris a condamné Meta, la société mère de Facebook et Instagram, à retirer 26 contenus jugés illicites sur Instagram et Facebook. Ces contenus, publiés par 13 influenceurs qui cumulent au total plus de 6 millions d'abonnés, ont été reconnus comme contraires à la loi. Le juge a non seulement ordonné leur retrait, mais a également enjoint à Meta de transmettre à Addictions France les données d'identification des auteurs de ces contenus. Il s'agit de la deuxième condamnation de Meta pour violation de la Loi Evin.

Rosé Garcia - Utilisation de notoriété pour publicité illégale en faveur de l'alcool

À la suite d'une action engagée par Addictions France relative à la commercialisation et promotion du vin « Rosé Garcia » (en référence à l'acteur José Garcia), le tribunal correctionnel de Paris a sanctionné la présence de l'acteur dans différentes vidéos promotionnelles ainsi que les propos évocateurs qu'il y a tenus.

Addictions France constate de plus en plus de collaborations pour la "co-création" de bouteilles en édition limitée entre un artiste et une marque d'alcool. Le but : nous faire oublier qu'il s'agit de publicité et contourner la loi en présentant les célébrités comme des parties prenantes du processus de fabrication. Il est pourtant important de rappeler qu'associer alcool et célébrités a un impact fort sur la population : minimisation du risque, banalisation de la consommation d'alcool, phénomène de mimétisme...



Addictions France, signaleur de confiance auprès de l'ARCOM

Addictions France a rejoint le 2 avril la liste des signaleurs de confiance désignés par l'**Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique**. Ce statut vise à garantir un traitement prioritaire, par les plateformes, des signalements de contenus faisant la promotion illicite et/ou abusive de l'alcool et des jeux d'argent. Néanmoins, dans la pratique, Addictions France constate une réactivité insuffisante face aux demandes de retrait de contenus problématiques.

Arcom
Le régulateur de la communication
audiovisuelle et numérique

3

Pour un accompagnement humain et non stigmatisant

Le plaidoyer porté par Addictions France défend une approche de santé publique fondée sur la réduction des risques et l'accompagnement, en opposition aux logiques exclusivement répressives.

Les HSA : un enjeu prioritaire de santé publique

Depuis 2016, les salles de consommation à moindre risque, devenues « haltes soins addictions » (HSA) en 2022, faisaient l'objet d'une expérimentation qui se terminait le 31 décembre 2025. A l'automne 2025, dans le cadre de l'examen du projet de PLFSS 2026, Addictions France a appelé à la pérennisation des HSA, dont l'efficacité a été validée par plusieurs études et rapports scientifiques, et à leur intégration dans le droit commun.



Depuis 2016, **550 000 injections supervisées** ont eu lieu dans les deux HSA françaises plutôt que dans l'espace public.

Mattea Battaglia et Camille Stromboni, Drogues : un rapport des inspections valide l'expérimentation des « salles de shoot », Le Monde, 18 novembre 2024

Grâce à la mobilisation des acteurs de santé, le Parlement a adopté en décembre 2025 la prolongation de deux ans de l'expérimentation des Haltes Soins Addictions, évitant la fermeture immédiate. Addictions France, AIDES, la Fédération Addiction, la Fédération des acteurs de la solidarité avec Gaïa-Paris et Ithaque, gestionnaires des salles de Paris et Strasbourg, ont salué cette prolongation, tout en regrettant l'absence de pérennisation.

Contre la répression des consommateurs

En juin 2025, à l'occasion de la campagne mondiale **Support. Don't punish** (*Soutenir. Ne pas punir*), Addictions France a publié un Manifeste pour une nouvelle politique sur les drogues, et appelé à mettre fin à la culpabilisation et stigmatisation des consommateurs. L'association propose des clés de compréhension et un cadre pour guider une nouvelle politique en matière de prévention des conduites addictives, plus efficace, plus respectueuse de la dignité de chacun, mais sans complaisance avec ceux qui s'enrichissent sur le dos des consommateurs.



Les notes de positions 2025

- ▶ Trafic de drogues : pourquoi la répression des consommateurs est inefficace ? – *Janvier 2025*
- ▶ Le prix minimum par unité d'alcool pour réduire les dommages liés à l'alcool – *Avril 2025*
- ▶ Tabac : une régulation à renforcer pour protéger les plus jeunes – *Juin 2025*
- ▶ Le bénéfice des Haltes Soins Addictions : un dispositif à pérenniser – *Juin 2025*
- ▶ Alcool : la fiscalité au secours des finances publiques – *Juillet 2025*
- ▶ Addictions et réseaux sociaux : la responsabilité des acteurs économiques en question – *Octobre 2025*

REVUE DE PRESSE



ADDICTIONS FRANCE PREND LA PAROLE DANS LES MEDIAS

L'année 2025 a été marquée par une forte visibilité médiatique des porte-paroles de l'association, tant au niveau national que local.

Pour les ados, acheter de l'alcool est un jeu d'enfant.

Le 03/07/2025

20minutes



MARION
GASTEAU
Cheffe de projet

Hausse des hospitalisations en France dues à la prise de cocaïne.

Le 31/07/2025

Europe 1



HERVÉ
MARTINI
Secrétaire général

Promotion de l'alcool sur META : la justice française fait retirer plusieurs publications.

Le 19/05/2025

STRATÉGIES



Jeunes et vente d'alcool :
des supermarchés dans
l'illégalité .

Le 03/07/2025



MYRIAM
SAVY

Directrice de la
Communication
et du Plaidoyer

Taxer la cigarette élec-
tronique : une fausse
bonne idée ?

Le 27/10/2025



AMINE
BENYAMINA

Président

Jeux en ligne : l'explo-
sion des paris illégaux.

Le 04/11/2025



FRANCK
LECAS

Responsable Projets
Politiques Publiques

Prohibition ou légali-
sation : comment aider
les addicts ?

Le 04/12/2025



NELLY
DAVID

Directrice Générale

Protoxyde d'azote, cocaïne
: quelles sont les nouvelles
addictions des Français ?

Le 27/12/2025



BERNARD
BASSET

Président d'honneur

Peut-on être addict au
sucre ?

Le 07/11/2025



JACQUELINE
KERJEAN

Vice-Présidente

RESEAUX SOCIAUX



LES RESEAUX SOCIAUX : UNE AUDIENCE EN FORTE PROGRESSION

En 2025, Addictions France a gagné en influence sur ses réseaux sociaux : l'audience et l'engagement ont nettement augmenté.

Les statistiques sur nos réseaux sociaux

Instagram



Sensibilisation au danger du marketing de l'addiction sur les réseaux sociaux et dans les médias et valorisation de témoignages de personnalités publiques.

12 110

abonnés
(+ 170% par rapport à 2024)

Facebook



Focus sur les actualités locales et régionales d'Addictions France.

7 850

abonnés
(+ 60% par rapport à 2024)

LinkedIn



Valorisation de l'expertise d'Addictions France auprès d'un réseau de professionnels.

32 480

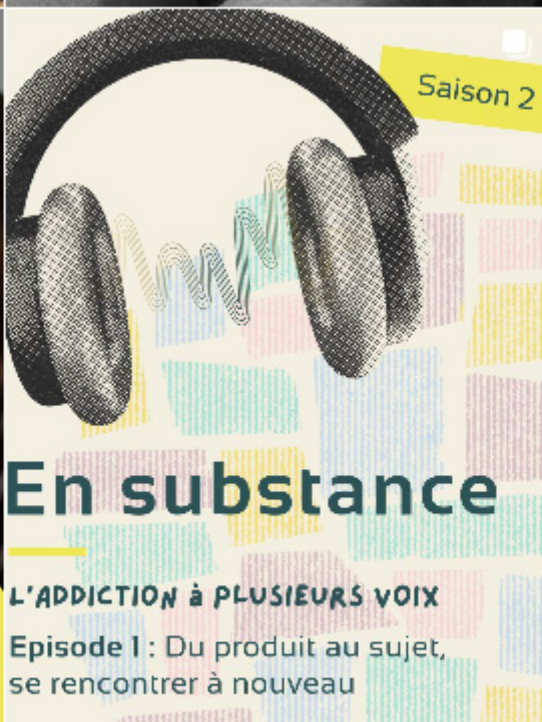
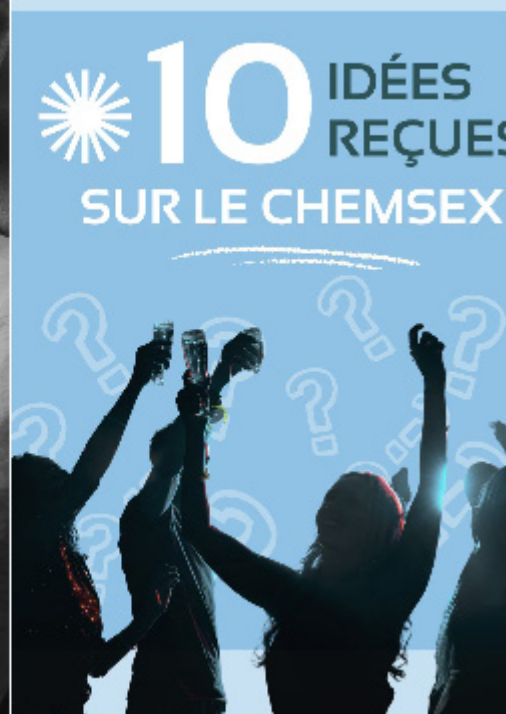
abonnés
(+ 36% par rapport à 2024)

Twitter / X



Suivi et réaction aux actualités en temps réel.

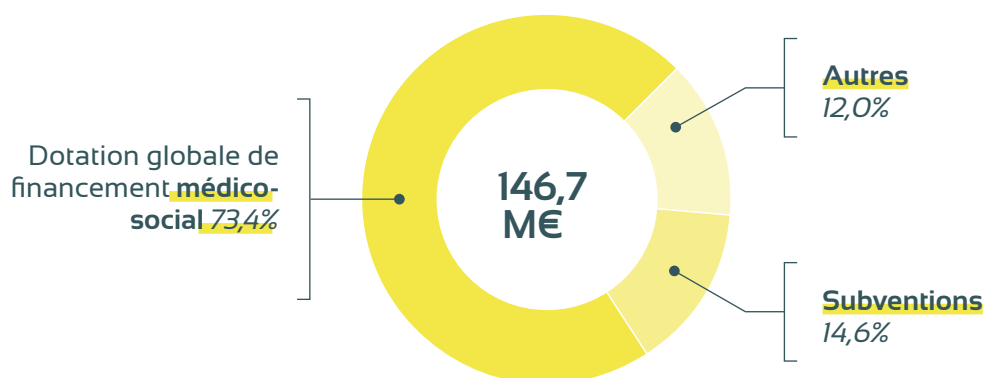
6 134



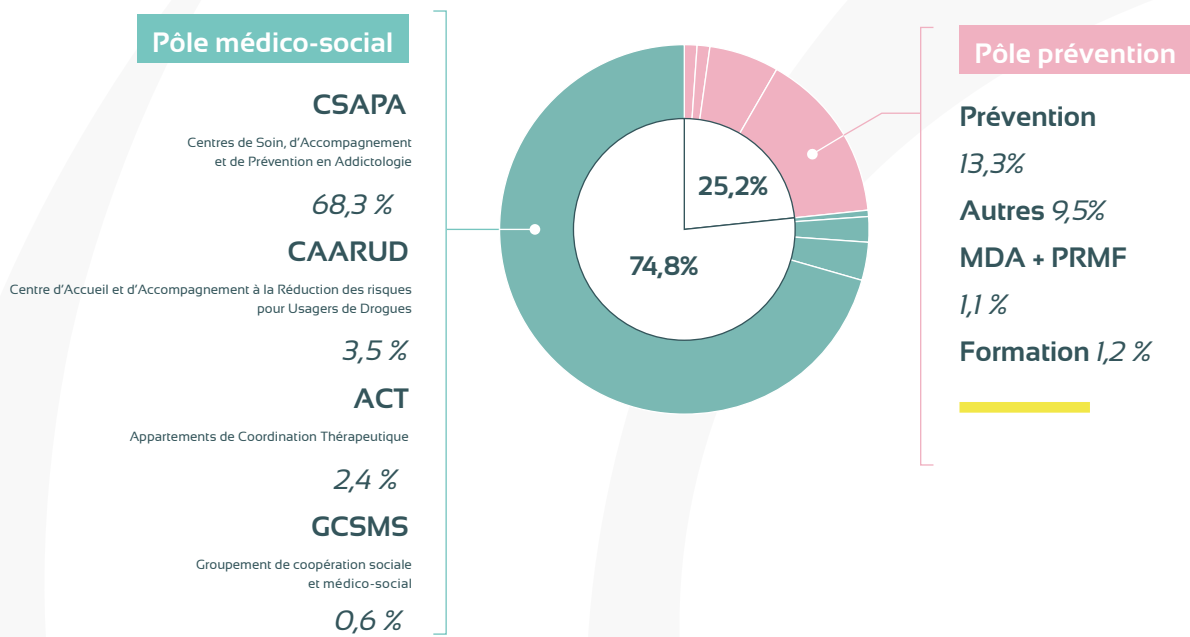
FINANCES

LES RESSOURCES
DE L'ASSOCIATION

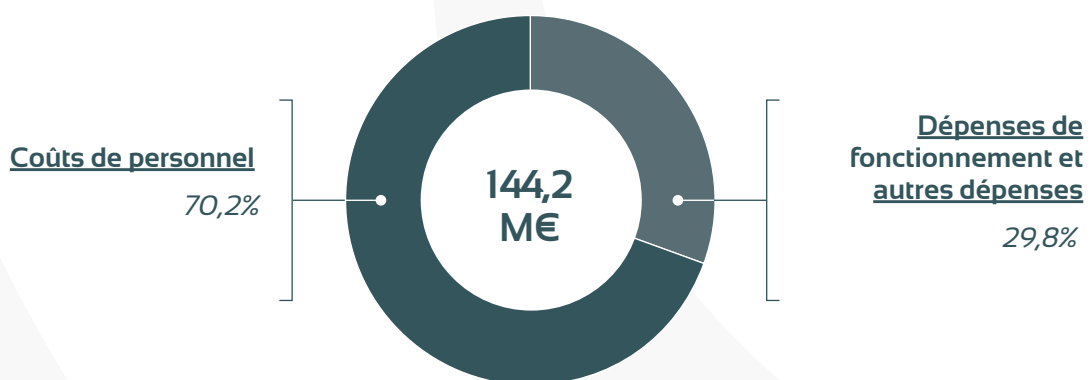
L'origine des produits



La ventilation des produits par activité



La répartition des charges





Reconnue d'utilité publique
Fondée en 1872 par Louis Pasteur & Claude Bernard
www.addictions-france.org
contact@addictions-france.org
ANPAA - 20 rue Saint-Fiacre 75002 PARIS
Tel : 01 42 33 51 04

Suivez-nous sur :
[@AddictionsFr](https://www.instagram.com/AddictionsFr)
Association Addictions France